



# REVOLUTION INTERNATIONALE

ORGANE DU COURANT COMMUNISTE INTERNATIONAL EN FRANCE

## Les ministres changent, la politique anti-ouvrière reste

Il ne faut pas être dupes. Les réformes annoncées par les nouveaux ministres ne diffèrent en rien de celles que tous les gouvernements précédents, de droite ou de gauche, ont proclamé "inévitables pour s'adapter au monde moderne". Adaptations inévitables, sans aucun doute, mais vis-à-vis de la nécessité de pressurer toujours davantage la classe ouvrière.

En effet, lorsque Fabius proclame que "dans un monde qui change, l'Etat aussi doit être réformé", il ne s'agit rien de moins que du démantèlement du statut de millions d'employés de la fonction publique, avec la remise en cause de certaines conditions de travail plus "clémentes", telles que l'âge de la retraite, dont ils bénéficiaient encore. A eux aussi, l'Etat doit faire payer la crise du capitalisme qui, pour toutes les catégories de salariés dans tous les secteurs, dans tous les pays, signifie réduction des salaires, licenciements, flexibilité du travail, limitation de l'accès aux soins, allongement de l'âge de la retraite.

Et c'est justement parce que l'attaque va être massive qu'elle nécessite de la part de l'Etat toute une préparation destinée à la faire passer sans provoquer d'emblée des réactions de la classe ouvrière le contraignant à faire marche arrière. La réforme du secteur public, tous les gouvernements en avaient rêvé jusqu'alors sans oser se donner réellement les moyens de la mettre en œuvre. La gauche l'entreprend aujourd'hui avec succès. Déjà l'idée même qu'il va falloir retarder l'accès à la retraite est "en train de faire son chemin", grâce à un odieux chantage présentant cette solution de gauche comme "sociale" en regard des calamités qui nous attendent "si rien n'est fait" : la faillite du système des retraites ou la solution de droite reposant sur l'épargne individuelle. Par ailleurs, après moult rebondissements, c'est pour l'instant dans une indifférente lassitude qu'est accueillie l'annonce officielle de l'introduction des trente-cinq heures dans la fonction publique (qui doit être effective au premier janvier 2002) et dont il est pourtant clair que

l'objectif est d'offrir à l'Etat patron une flexibilité accrue pour l'exploitation de la force de travail. Quant à la modernisation annoncée par Fabius elle est, bien qu'il s'en défende, synonyme de suppressions de postes car c'est son objectif.

Pour brouiller les cartes et chloroformer les ouvriers, l'Etat multiplie les effets d'annonce : "Fonctionnaires, l'Etat embauche", titre Le Monde du 27 avril. Si effectivement un certain nombre des emplois créés (les précaires ?) vont aller à l'éducation nationale, ils vont surtout permettre de grossir les rangs de l'appareil répressif (la justice et la police). Quant aux "faveurs" dont bénéficie l'éducation nationale, elles ont leur contrepartie immédiate avec le maintien des attaques des conditions de travail dans l'enseignement technique. Lorsque l'Etat s'engage aussi à geler les suppressions de postes prévues aux impôts en 2001, il ne revient cependant pas sur celles prévues pour 2000 et qui seront effectives avant la fin de l'année. Le secteur hospitalier, lui aussi, a bénéficié de la manne

de la fameuse cagnotte, alors qu'il va être l'objet d'une vaste restructuration avec à la clé des milliers de suppressions de lits et d'emplois.

Ce que l'Etat distribue aujourd'hui d'une main, ce n'est en fait qu'une mise de l'autre main, avec les 35 heures, les suppressions de postes et l'attaque sur les retraites. Quand on sait que ce sont 40% des fonctionnaires qui vont partir à la retraite dans les dix ans à venir, on voit très bien l'enjeu de telles réformes.

C'est par milliers que des ouvriers du secteur public sont entrés en lutte depuis le début de l'année contre les attaques dans le secteur de la Santé, à l'Education nationale, aux Impôts ou à La Poste. Mais en général, au lieu de tirer de ces mobilisations les enseignements permettant que s'expriment dans les prochaines luttes davantage de confiance en soi, de détermination, de solidarité et donc de force face aux attaques, les reculs calculés de l'Etat ont porté beaucoup d'ouvriers à penser que le gouvernement de gauche n'était pas autant leur

ennemi que les gouvernements de droite, et qu'en luttant seuls dans son secteur ou derrière les syndicats on pouvait gagner. En bref, la classe ouvrière dans sa majorité se trouve plutôt affaiblie que renforcée de ses récentes expériences. En particulier, celles-ci n'ont pas permis que soit remis en question le fort sentiment corporatiste qui n'a fait que se développer en son sein tout au long des années 90. Or c'est sur ce corporatisme que joue la bourgeoisie pour nous diviser et nous attaquer les uns après les autres, paquet par paquet. En 1993, lorsqu'une attaque du même ordre sur les retraites a été portée dans le privé c'est seulement les ouvriers de ce secteur qui se sont sentis concernés, ce qui permet aujourd'hui à la bourgeoisie de s'attaquer aux retraites du public. Il en est de même en ce qui concerne toutes les attaques, comme les trente-cinq heures.

La bourgeoisie est forte de nos illusions et de nos divisions, nous avons tout à gagner à les perdre les unes et les autres.

B.(29 avril)

## Non, la classe ouvrière n'a pas disparu !

(DEUXIÈME PARTIE)

L'article qui suit fait partie d'une série publiée par le journal du CCI en Espagne, *Acción Proletaria*, au cours de l'année 1999. Ces articles veulent répondre aux doutes et questionnements sur la classe ouvrière et, ainsi, contrer les campagnes que la bourgeoisie organise inlassablement pour essayer de la détruire dans ce qu'elle a de plus précieux, sa conscience. Nous avons publié un premier article de cette série dans le numéro 300 de *Révolution Internationale*.

Il est facile de faire confiance à la force sociale représentée par la classe ouvrière, affirmer qu'elle est la seule classe révolutionnaire de la société quand il y a des millions d'ouvriers dans la rue, prêts à lutter pour libérer l'humanité du joug capitaliste. Dans des situations comme celle de la vague révolutionnaire de 1917 à 1923, personne ne pouvait en avoir le moindre doute. Mais le prolétariat, qui est à la fois classe exploitée et classe révolutionnaire, ne peut être mobilisé tout le temps sous le capitalisme. Sa lutte est faite de hauts et de bas. Quantitativement, les périodes d'affrontement social sont bien plus courtes que les longues périodes de calme, pendant lesquelles la domination capitaliste paraît être éternelle et où le doute assaille même les ouvriers les plus conscients.

Le rythme irrégulier de la lutte ouvrière n'est cependant pas le seul facteur de doute chez les éléments les plus conscients.

La bourgeoisie s'occupe systématiquement de miner la confiance en lui-même de son fossoyeur, le prolétariat. L'action des syndicats se charge de saboter ses luttes ; la mystification parlementaire et électorale fait tout pour transformer les ouvriers en masse amorphe de "citoyens" qui votent atomisés régulièrement ; les prêches "scientifiques" des sociologues destinés à démontrer que les changements "objectifs" du capitalisme auraient provoqué la disparition "objective" de la classe ouvrière ; voilà autant d'instruments employés par l'Etat pour démoraliser la classe ouvrière. A tout cela est venu s'ajouter l'impact des événements de 1989, avec la chute des régimes dits "socialistes", ce qui a permis à toute la bourgeoisie de lancer une campagne assourdissante pour décréter la "fin de la lutte de classe".

Combattre les doutes sur la force de la classe ouvrière est une tâche de premier ordre pour les révolutionnaires. Voilà le sens de cette série d'articles, faite pour répondre de la façon la plus claire possible aux questions concrètes que nos lecteurs se posent. Ainsi, dans la journée de discussion que nous avons tenue sur la guerre impérialiste en ex-Yougoslavie, plusieurs personnes présentes ont émis le doute suivant : l'augmentation du chômage, la disparition des couches traditionnelles de la classe ouvrière, très combattives (les mineurs, par exemple), l'augmentation des emplois s'exer-

çant dans un grand isolement individuel (le "télétravail", les petits boulots, les travailleurs salariés qui deviennent "autonomes", etc.) tout cela, ne finirait-il pas par amoindrir les capacités collectives de la classe ouvrière de telle sorte qu'elle n'aurait plus la force matérielle pour faire la révolution ?

### L'affaiblissement numérique de la classe ouvrière

Il est vrai qu'avec l'aggravation de la crise, le nombre d'ouvriers ayant un emploi tend à se réduire, aussi bien dans les pays industrialisés que dans les pays périphériques. Le capitalisme est basé sur l'exploitation la plus large possible du travail salarié. En fin de compte, une des preuves les plus concluantes de la faillite historique du capitalisme est la baisse constante tout au long de ce siècle du pourcentage des travailleurs salariés dans l'ensemble de la population active. La tendance s'est accélérée à partir des années 80 avec les différents plans de démantèlement dans l'industrie.

Est-ce que cela voudrait dire qu'il arrivera un moment où il n'y aura plus d'ouvriers ? C'est une des spéculations illusoire à laquelle se consacrent certains défenseurs de l'ordre bourgeois, ceux qui font de la "prospectivité" et qui nous dépeignent un monde où la technologie, les robots, les clones et autres "grandes découvertes" auraient réduit la classe ouvrière à la portion congrue.

Face à ces balivernes, nous voulons rappeler que, à l'encontre de ces contemplantifs du capitalisme, celui-ci ne peut exister sans l'exploitation de la classe ouvrière :

"La classe ouvrière tire sa force d'abord de sa situation centrale dans le processus de production. Le capital, ce ne sont pas les machines et la matière première ; le capital c'est un rapport social. (...) Il n'y a pas de capital sans plus-value, pas de plus-value sans travail des prolétaires." ("Les doutes sur la classe ouvrière", *Revue Internationale* n° 34, 1983)

Ces idéologues cachent délibérément la cause principale de la baisse du nom-

bre des travailleurs : le chômage et la crise qui en est à l'origine. De fait, ces "nouvelles technologies" ne sont qu'une adaptation désespérée à une crise sans issue. Il existe une différence qualitative entre l'application des nouvelles technologies pendant la période ascendante du capitalisme et leur application aujourd'hui. Le chômage causé par leur introduction dans la période ascendante était passager, les ouvriers licenciés devenaient une "armée de réserve" qui, à terme, était résorbée dans d'autres branches d'activité. Aujourd'hui, par contre, la mise en place des nouvelles technologies est une réponse au pro-

(SUITE PAGE 5)

### Dans ce numéro

#### France

- Des grévistes tirent les leçons du sabotage syndical ..... p. 2
- Les syndicats font avaler l'arnaque des trente-cinq heures ..... p. 3
- Retraites : une manifestation de la faillite du capitalisme ..... p. 3

#### Situation internationale :

- Résolution du XIVe Congrès de RI ..... p. 4
- Tchéchénie : l'hypocrisie des grandes puissances ..... p. 5

#### Courrier des lecteurs :

- Les contorsions de l'anarchisme face à la guerre impérialiste ..... p. 6

#### Premier mai

- La journée de lutte du prolétariat international est devenue une mascarade de la bourgeoisie ..... p. 8

## Des grévistes tirent les leçons du sabotage syndical

Des sympathisants du CCI nous ont fait parvenir les deux tracts que nous reproduisons ici. Ils ont été distribués lors de différentes luttes contre l'application des 35 heures à La Poste. Le premier a été diffusé à Toulouse lors du conflit qui a duré tout le mois de mars et le second au centre de tri de Créteil lors d'une grève de quelques jours autour du 20 mars. Les deux luttes confirment la volonté croissante parmi les ouvriers de s'opposer aux attaques redoublées qu'ils subissent, en particulier contre le passage aux 35 heures et l'aggravation des conditions de travail que cela représente pour tous, secteur public et privé. Tout d'abord, les deux tracts sont la manifestation qu'il existe dans la classe ouvrière, même si elle est encore très minoritaire, une réflexion sur le rôle réel des saboteurs des luttes que sont les syndicats. Ils posent ensuite des questions auxquelles toute la classe ouvrière est confrontée aujourd'hui : quel type de lutte ? Comment lutter ? Quels moyens faut-il utiliser pour imposer un rapport de force ? Faut-il s'organiser ? Comment ?

Le tract signé "Organisation autonome des travailleurs" (1), distribué à Toulouse, dénonce ouvertement les magouilles syndicales et appelle à ne plus

déléguer "notre pouvoir". Il estime que les syndicats ont menti pour faire lever les piquets de grève et enlever la menace "des plaintes déposées par les patrons contraignant la Poste à leur verser d'énormes sommes d'argent". En conséquence, il appelle à durcir la lutte déjà longue de 26 jours. Pour ces camarades, le blocage des CTC et CTV (centres de tri), et donc du courrier, et la menace d'amende, étaient des atouts pour contraindre la direction à accepter les revendications.

Est-ce que, en soi, le blocage de la production, du courrier dans ce cas, est un moyen efficace de lutte ? Est-ce que le coût d'une grève pour une entreprise, les menaces de sanctions financières sur La Poste dans ce cas, peuvent réellement être un "atout" pour les travailleurs en lutte ? Est-ce que le "durcissement" de la lutte, c'est à dire la prolongation de la grève, et des actions de blocage du courrier, vont dans le sens d'imposer un rapport de forces favorable ?

C'est à ces questions que répond le deuxième tract, celui de Créteil. Sans dénoncer directement les syndicats, il met en lumière les faiblesses des ouvriers sur lesquelles s'appuient les syndicalistes pour saboter les luttes actuelles. Il met à bas l'illusion que les menaces de

pertes financières momentanées liées à des conflits qu'ils ont provoqués, puissent affaiblir l'Etat, les Directions, et les patrons. Il met en garde contre le pourrissement des luttes que des grèves longues et jusqu'au-boutistes provoquent. Avec comme conséquence, la division, l'isolement et la rancœur entre grévistes et non-grévistes, entre ceux qui ont tenu jusqu'au bout et les autres qui ont "craqué". Il appelle à la maîtrise de la lutte par les ouvriers eux-mêmes au moyen des Assemblées Générales, en particulier pour décider collectivement et unis du début et de la fin de la grève, des moyens de la lutte. Enfin, il appelle à la constitution "d'un groupe d'information et de coordination pour la lutte", d'un comité de lutte, afin de permettre aux ouvriers les plus combattifs de se donner les moyens d'une intervention unie et collective.

Il nous semble que ce dernier tract répond correctement aux questions posées à Toulouse, comme dans les différentes luttes, face au sabotage syndical. Aujourd'hui, les syndicats, surtout au plan local, ne s'opposent plus aux luttes directement. Par contre, ils présentent de faux moyens de lutte, grève longue et "dure", blocage de la production, qui s'opposent à l'unité réelle des ouvriers tant sur le plan de leur propre lieu de travail, entre "jusqu'au-boutistes" et les autres, qu'au plan de la nécessaire unité des différentes luttes au moyen de leur extension aux autres secteurs. Malheureusement, il nous semble que le tract de Toulouse, bien qu'exprimant une colère et une indignation tout à fait légitimes face aux magouilles syndicales, ne parvient pas à offrir une réponse aux impasses syndicales du corporatisme, de la

division et du jusqu'au-boutisme, parce qu'il reste sur le même terrain qu'elles.

Toujours est-il qu'il s'agit là d'interrogations générales qui se posent dans la classe ouvrière. Il s'agit là de questions qui, au-delà des conditions particulières et locales de chaque lutte, concernent tous les ouvriers. Nous invitons tous nos lecteurs, qu'il soient d'accord ou pas avec notre position, à nous faire part de leurs réflexions, de leur opinion, de leur critique, des informations qu'ils peuvent avoir, afin que cette discussion puisse se développer le plus largement possible.

RL

### Notes

(1) Ce tract a été trouvé par un de nos sympathisants qui n'a pu prendre contact avec ses auteurs. Nous les invitons à se faire connaître et à prendre contact avec nous.

(2) CTC et CTV : les centres de tri. Cedex : une catégorie de courrier à destination des entreprises.

(3) La réglementation interne des centres de tri indique qu'il est interdit de tirer plus de 5 chariots (CP) à la fois ce qui n'est jamais respecté par les petits chefs.

(4) Mulet est le nom du chef de La Poste au plan régional, et c'est aussi le surnom qui est donné aux deux chefs du centre de tri.

(5) Les brigades sont les équipes de jour et de nuit. Bien souvent les chefs de brigade se font concurrence, encouragés par la Direction, et essaient d'entraîner leurs agents dans ces "gué-guerres" qui poussent à la division entre ouvriers.

(6) ARTT : la réduction du temps de travail à 35h.

## MAGOUILLES ET TRAHISONS SYNDICALES EN TROIS ACTES

PROLOGUE : nos trois atouts maîtres pour gagner ce conflit :

- le pourcentage acceptable de grévistes ;
- le blocage des CTC et CTV paralysant le courrier gros usagers, cedex et entreprises (2) ;
- les plaintes déposées par les patrons contraignant La Poste à leur verser d'énormes sommes d'argent.

PREMIER ACTE : MENSONGES  
Pour faire lever le piquet de grève au CTV, les syndicats n'ont pas hésité à mentir délibérément aux grévistes. Dixit les dirigeants syndicaux : "Trois copains contraints de révéler leur identité, sont retenus en otage par le Tribunal de Grande Instance. Ils risquent de graves problèmes sur le plan pénal si vous ne levez pas immédiatement le piquet" ;

Pourquoi n'avoir pas dit la vérité ?  
Le début des négociations était conditionné par la levée du piquet.

La levée des barrages au CTC et au CTV a permis la sortie immédiate des cedex nous faisant perdre ainsi notre premier atout.

DEUXIEME ACTE : MAGOUILLES  
Sur un tract syndical distribué le 31 mars 2000, il est reconnu que "... Certes la défense de La Poste par les organisations syndicales a permis à celle-ci d'échapper aux foudres patronales en payant 55 000 francs par jour et par plaignant (plus de 100). Mais la solution passe dorénavant par le médiateur".

Les syndicats reconnaissent ainsi avoir sauvé La Poste de la vindicte patronale nous faisant, du coup, perdre un second atout et nous entraînant ainsi dans une négociation sans aucun moyen de pression.

TROISIEME ACTE : TRAHISON  
Sur le premier protocole d'accord tenu "top secret" par les syndicats à la sortie du tribunal le jeudi 30 mars 2000, il est précisé que "le samedi sur deux sera maintenu pour les agents qui en bénéfi-

ciaient avant l'accord..." ce qui interdit l'accès à ceux qui n'en bénéficient pas actuellement et condamne, à brève échéance, le maintien du dit samedi sur deux.

INTOLERABLE ! INADMISSIBLE ! INACCEPTABLE !!!  
NOUS L'AVONS TOUS REJETE EN A.G.

Ce qu'il faut savoir, c'est que cette proposition n'est pas du fait de La Poste mais qu'elle a été avancée par les organisations syndicales !!!

EPILOGUE : SCANDALEUX ! C'est à vous de juger !

Nous ne pouvons pas accepter après 26 jours de grève que nos revendications légitimes ne soient pas satisfaites. Nous en appelons à une prise de conscience de chacun : les organisations syndicales ont trahi notre confiance !

Ne nous voilons pas la face, la Vérité, aussi dure soit-elle, ne doit pas nous abattre.

GREVISTES NE DELEGUONS PLUS NOTRE POUVOIR  
DURCISSONS LA LUTTE ET EXIGEONS NOUS-MEMES LA SATISFACTION DE NOS REVENDICATIONS !

Notre vie professionnelle  
Notre vie de famille  
L'AVENIR DE NOS ENFANTS  
Ne doivent pas être sacrifiés sur l'autel de la rentabilité.

NOUS NOUS DEVONS DE GAGNER !

Organisation autonome des grévistes.

Tous les faits énoncés ci-dessous sont authentiques et vérifiables.

Nous n'obéissons à aucun diktat politique ni syndical.

## LUTTER LES YEUX OUVERTS REFLECHIR ENSEMBLE

Pour nous défendre, nous n'avons que deux armes : notre unité et notre conscience.

Nous n'avons pas d'autre choix que d'agir, de discuter et réfléchir tous ensemble sur ce que nous devons faire et ne pas faire.

Et il nous faut chercher à estimer quelles sont nos forces et quelles sont celles de l'ennemi.

Quelles sont nos forces aujourd'hui ?

Notre principale force, c'est d'avoir su affirmer clairement et collectivement au plan local à nos exploiters ceci :

- inutile de continuer à vous foutre de nous en nous présentant la loi sur la réduction du temps de travail comme une loi favorable aux ouvriers et aux chômeurs, gênante pour les patrons ;
- inutile de chercher à nous endormir sur les conséquences de cette loi sur le démantèlement des brigades, l'augmentation des cadences, la flexibilité... ;
- sachez que nous sommes capables de résister à vos plans avec nos moyens : grève classique, baisse concertée des cadences, application de la règle des 5 CP (3), etc...

Notre principale victoire aujourd'hui, c'est d'avoir pris conscience de notre propre capacité à discuter, agir, réfléchir collectivement pour nous défendre aujourd'hui et demain.

Quelles sont nos faiblesses ?

Commencer à nous laisser griser par l'action et le premier succès de la mobilisation de cette RIPOSTE.

-Croire que nos exploiters sont faibles, "qu'ils pètent de trouille, qu'ils sont dans la merde jusqu'au bout" comme certains nous les décrivent en nous montrant la bobine comique que tirent nos "Mulets" locaux (4).  
-"Oublier" qu'en face nous avons aussi un Etat, des gens qui pensent et acceptent - malgré les états d'âmes de certains d'entre eux - de perdre pas mal d'argent aujourd'hui pour pouvoir en gagner beaucoup plus demain sur notre dos, donc des gens qui procèdent en plusieurs étapes pour atteindre leurs objectifs.

-"Oublier" que laisser pourrir une grève, c'est pour eux nous faire croire que tout se joue en un coup, sur cette grève, donc qu'il ne faut pas s'arrêter, qu'il faut aller jusqu'au-bout (de nos forces ?) même et surtout si la grève ne

s'étend plus, même et surtout si la "guerre" entre les brigades (5) se réinstalle, même et surtout si de plus en plus de collègues reprennent isolément, dans la "honte", le boulot, parce qu'ils n'ont plus de fric, parce qu'ils ne voient pas où est le bout du bout...

Notre faiblesse c'est "d'oublier" qu'une grève localisée, isolée, longue, est le plus sûr moyen pour eux d'obtenir, contre des miettes, que notre combativité, notre solidarité, notre confiance en nous, disparaissent au profit de la démoralisation, du ressentiment les uns vis-à-vis des autres, interdisant pour plusieurs mois toute nouvelle riposte collective en particulier au moment de la concrétisation des mesures l'ARTT (6) brigade par brigade ;

Que faire ?  
PROPOSITIONS D'ACTIONS ALTERNATIVES

1) Refuser le piège d'une grève longue et isolée, donc vérifier froidement si la grève s'étend ou pas dans le centre et à l'extérieur du centre.

2) Si la grève s'étend sur le centre, poursuivre les efforts de recherche de la solidarité avec les autres secteurs en lutte (Poste, Hopitaux, Education, Impôts, boîtes privées...).

3) Si la grève ne s'étend plus sur le centre, réagir pour maintenir notre potentiel de riposte, l'unité, la solidarité, la confiance en soi acquises dans cette grève, c'est à dire accomplir les actions déjà prévues et décider d'une reprise rapide et provisoire du travail tous en même temps.

4) Adopter le principe du maintien de la pression, par le refus collectif des fortes cadences, de tirer plus de 5 CP... et compter sur l'imagination des collègues.

5) Maintenir un groupe d'information et de coordination pour la lutte composé de volontaires issus de toutes les brigades, ayant pour tâche d'assurer la liaison entre elles, de surveiller la mise en application de ces actions, d'appeler à des A.G. chaque fois qu'il y aura un problème.

6) Confier à ce comité le soin d'assurer la publication et la diffusion quand nécessaire d'un bulletin d'information et de discussion totalement libre et ouvert à tout exploité opposé à l'ARTT.

L'indexeur inconnu gréviste qui n'aime pas le piège de la grève longue.

## Lisez les brochures du CCI

Courant Communiste International

les  
syndicats  
contre  
la classe  
ouvrière

Vient de paraître

La terreur stalinienne : un crime du capitalisme, pas du communisme

Courant Communiste International

## Les syndicats font avaler l'arnaque des 35 heures à la classe ouvrière

Il n'y a pas besoin d'aller très loin pour sentir l'arnaque : le terme même de 35 heures est déjà une manipulation. En effet, sous couvert de réduction du temps de travail, c'est la flexibilité générale qui est instaurée. La loi sur les 35 heures se permet donc d'autoriser la semaine de... 48 heures, dans le cadre de l'annualisation. Avec une "avancée sociale" tout de même : l'obligation pour l'employeur d'annoncer le planning sept jours à l'avance ! Et bien évidemment ces conditions de travail se mettent en place au moindre coût, puisque le SMIC ne sera pas maintenu pour les "nouveaux" emplois, autrement dit ceux dont les virgules auront changé de place dans les contrats. Car en définitive, c'est bien le même travail qui sera effectué, pour un salaire inférieur.

### La loi Aubry est une attaque contre toute la classe ouvrière

Moindre coût aussi pour les heures supplémentaires. Déjà, leur simple existence vient complètement démentir les beaux discours de la bourgeoisie sur le "temps libre". Mais en plus, la classe dominante se donne les moyens d'en user encore plus qu'aujourd'hui, en élargissant la plage des heures majorées à 25%, les moins chères donc, et en repoussant donc un peu plus loin les heures majorées à 50%. Résultat : pour un même volant disponible d'heures supplémentaires, le coût est moindre pour les patrons.

Ce n'est pas pour rien que les experts bourgeois s'acharnent à répéter que la "réussite" des 35 heures passe par "une bonne dose de productivité (4,3% en moyenne), un zeste de modération salariale (2,5% en moyenne) et un bon coup de pouce dû aux aides (4% sur cinq ans)" (Le Monde du 21/9/99). Cette loi est en effet le meilleur moyen pour la bourgeoisie française de reporter encore davantage le coût de la gestion de sa crise sur la classe ouvrière. Les 35 heures n'ont jamais eu pour objectif de diminuer le temps de travail, mais de casser au maximum toutes les barrières qui empêchaient la flexibilité totale de se mettre en place. La preuve maximale en est que la grande majorité des conventions signées (79,7%) prévoient une réorganisation du travail. Parmi celles-ci, 47,5% tablent sur une fluctuation horaire, 20,5% s'engagent vers une augmentation de l'amplitude d'ouverture au public, et 16% en profitent pour mettre en place le travail d'équipe afin d'accroître la durée d'utilisation des équipements (chiffres donnés par le ministère de l'Emploi et de la Solidarité).

Le temps libre des ouvriers ? Seulement celui qui arrangera l'employeur, qu'il soit d'ailleurs privé ou public. Des créations d'emploi ? Cette référence dans la première loi a totalement disparu de la deuxième. L'attaque est de taille. Elle figure même au sommet de tout ce que la bourgeoisie a infligé au prolétariat depuis la fin des années 60. Depuis trente ans et l'apparition de la crise ouverte du capitalisme, la bourgeoisie a besoin de baisser ouvertement les salaires, d'augmenter les cadences de travail, de disposer à son seul et unique gré de la force de travail, sur la seule base des nécessités du capital. Et non seulement elle est en train d'y arriver, mais elle le fait comme elle a toujours rêvé de le faire, c'est-à-dire en cognant ouvertement sur les ouvriers, en généralisant son attaque et, comble

du cynisme, en faisant passer cette attaque d'une violence rare pour une des plus grandes avancées sociales de ce siècle.

Comment y parvient-elle ? La stratégie est simple : d'abord, il n'est pas question d'attaquer frontalement l'ensemble de la classe ouvrière. Une telle méthode risquerait d'unir les revendications derrière des intérêts généraux partagés par tous les secteurs. Au contraire, la bourgeoisie enferme l'attaque dans le cadre le plus restreint possible, celui de l'entreprise. Les ouvriers ne sont plus alors confrontés à la même offensive de toute la bourgeoisie, mais uniquement à la mauvaise volonté de leur patron. Les intérêts de la boîte A ne sont plus forcément les mêmes que ceux de la boîte B. La classe ouvrière est à nouveau divisée et enfermée dans le corporatisme.

Ce sont ainsi 26 618 accords d'entreprise, concernant près de 4 millions d'ouvriers, qui étaient signés au 8 mars 2000, et 132 accords de branche (Ibid.). Tous les ouvriers touchés subissent la même attaque contre leurs conditions de travail et leurs salaires, mais alors que tout vient d'une seule et même loi, la bourgeoisie maquille son offensive derrière des milliers de négociations, donnant l'impression que chaque entreprise met en place un dispositif différent.

### Les syndicats se partagent le travail pour la faire passer

Cet éparpillement se fonde sur la multiplication des négociations. A travers ce dispositif, les syndicats se voient ainsi investis d'un rôle essentiel, qui en fait les véritables artisans de la loi Aubry, ceux qui vont aller la négocier, la signer et la mettre en œuvre.

Cela fait d'ailleurs des années qu'ils ont préparé le terrain en poussant les ouvriers à se mobiliser pour une loi réduisant le temps de travail, ouvriers qu'on a piégés en leur faisant croire que les 35 heures étaient un moyen de combattre le chômage en créant de nouveaux emplois stables.

A la pointe du combat, il y a FO, contre la loi depuis le début, la dénonçant comme un cadeau au patronat. Le syndicat de Marc Blondel est ainsi montré dans les médias comme le plus radical, le plus âpre à négocier et à convaincre. A son opposé, on trouve la CFDT, résolument en faveur de la mesure, et qui le montre en adoptant un discours pro-gouvernemental des plus classiques. Entre les deux, la CGT profite de ces négociations pour se tailler son nouveau costume sur mesure, celui du syndicat "ferme, mais ouvert à la discussion". Ainsi, la CGT ne refuse plus systématiquement de signer, à l'inverse de ce que sa pratique du passé lui aurait ordonné de faire. Enfin, la bourgeoisie se réserve quelques ressources en cas de besoin, avec des syndicats comme SUD qui savent intervenir quand les ouvriers rejettent les décisions des "appareils", en développant leur idéologie du "syndicalisme de base", tout en n'oubliant pas de présenter les 35 heures comme une bonne mesure, qui mérite qu'on lutte pour elle.

Tout ce travail de division syndicale, qui est en fait le partage des tâches entre les différentes centrales, ajoute l'éparpillement des syndicats à celui du traitement de la loi par accords d'entreprises. Les syndicats ont pour rôle principal

aujourd'hui de saboter toute tentative de réaction de la classe ouvrière contre les attaques que lui porte la bourgeoisie. En enfermant la question des 35 heures derrière les portes de l'entreprise, la bourgeoisie permet déjà d'empêcher les revendications communes d'émerger des différents mouvements. Et par dessus tout, la négociation syndicale directe avec le patron permet de renforcer l'illusion que les intérêts de la classe ouvrière se défendent avec les syndicats dans les limites corporatistes. Enfin, l'occupation par chaque syndicat d'un créneau particulier permet de couvrir tout le terrain.

Mais tout cela est un énorme mensonge. Les syndicats sont tous pour les 35 heures, c'est-à-dire pour la flexibilité, pour la modération salariale et pour l'augmentation des cadences de travail.

Jugeons sur pièces : malgré leurs positionnements officiels différents par rapport à l'application de la loi, les syndicats adoptent une pratique beaucoup plus commune et se retrouvent dans un mouchoir de poche : la CFDT a signé 95,6% des accords à la négociation desquels elle a participé. La CGT, plus modérée, signe elle 85,2% des accords qu'elle négocie. Et même FO, le syndicat résolument "contre la loi Aubry" a signé 88,3% des accords où il était présent.

Et c'est ici que les syndicats apportent leur contribution la plus active à l'idéologie répugnante selon laquelle les 35 heures représenteraient une immense avancée sociale. Car aucun ne se cache de signer les accords. Quand FO dit être contre, ce n'est pas une opposition au principe des 35 heures, mais uniquement aux modalités d'applications prévues par la loi et qui, "heureusement", peuvent être modulées par la négociation. Par conséquent, le message est clair : les 35 heures sont une bonne chose, le gouvernement a eu le courage de les mettre en œuvre, il suffit maintenant de contraindre le patronat à les adopter. Un patronat qui pourtant a tout à y gagner, mais joue à merveille le jeu du pauvre entrepreneur pris à la gorge par un gouvernement social inflexible.

Les ouvriers ne sont pas toujours dupes, et quand ils voient les conditions dans lesquelles ils devront travailler après la mise en œuvre des accords, ils sont nombreux à exprimer leur mécontentement. Et là, dans une explosion hallucinante de cynisme et d'hypocrisie, on voit les syndicats descendre dans la rue, appeler à lutter contre les accords qu'ils ont eux-mêmes signés. Cette duplicité est le dernier boulot des syndicats, l'achèvement de leur sale besogne au service du capital national, celui de dévoyer le mécontentement des ouvriers derrière leurs drapeaux corporatistes et la défense d'une "meilleure" application des 35 heures. Cette méthode n'est pas nouvelle, ils l'ont toujours fait, dans toutes les luttes du prolétariat contre toutes les attaques que la bourgeoisie lui porte. Ici encore, les syndicats montrent qu'ils constituent, sur le terrain de lutte, le plus grand ennemi de la classe ouvrière.

H (25 avril)

ATTAQUE SUR LES RETRAITES

## Une manifestation de la faillite du capitalisme

Jospin annonçait le 21 mars dernier la mise sur rails d'une réforme des retraites dans la fonction publique, présentée comme un "pacte social" rendu nécessaire pour "penser aux actifs d'aujourd'hui et aux retraités de demain". Pour bénéficier du "taux plein" (75 % du salaire), les fonctionnaires devront ainsi cotiser pendant 40 ans contre 37 ans et demi actuellement. En se préparant à aligner les retraites de la fonction publique sur le régime du secteur privé, le gouvernement de gauche ne fait ainsi que poursuivre une énorme attaque dirigée contre toute la classe ouvrière entreprise par la droite en 1993 (le régime des retraites du privé a été instauré par le gouvernement Balladur). Pour faire passer cette attaque, tous les gouvernements successifs ont tenté de la faire avaler morceau par morceau (en 1995, Juppé avait proposé et tenté de l'étendre aux "régimes spéciaux" du secteur public). C'est ce qui est en train de se réaliser aujourd'hui, avec exactement les mêmes arguments, les mêmes justifications que la droite à l'époque : c'est le seul moyen de sauver les retraites, sinon à l'horizon de 2010/2020, le nombre des retraités dépassera celui des actifs avec le "baby boom" de l'après-guerre mondiale et il n'y aura plus assez de sous dans les caisses pour continuer à payer les retraites.

### Le rideau de fumée idéologique du gouvernement de gauche

Dans le but d'étendre cette attaque, a été relancée une vaste campagne idéologique qui, sous couvert de grand "débat démocratique", présente les fonctionnaires comme des privilégiés, des nantis à travers un statut qui "garantit" leur emploi, leurs primes et leur régime "spécial" de retraites. Mais alors que, dans les faits, il s'agit d'une vaste offensive de division des prolétaires qui cherche à les dresser les uns contre les autres, cette entreprise est hypocritement présentée comme une réforme sociale inéluctable au nom de l'équité et permettant d'instaurer davantage de justice sociale, contre les égoïsmes particuliers et les privilèges de certaines catégories sociales. Mieux, le principal alibi de cette attaque, c'est qu'elle est censée être pour le bien de tous, en respectant les intérêts de chacun.

Quand la gauche nous raconte qu'elle s'attaque à des privilèges injustifiés et qu'elle veut rétablir une égalité entre les salariés, elle nous prend pour des imbéciles, car dix ans auparavant, cette "égalité" existait : tout le monde cotisait 37 ans et demi et c'est bien la bourgeoisie elle-même et son Etat qui ont entrepris depuis de la remettre en cause.

Mais la gauche au gouvernement cherche aussi à faire croire qu'elle est le meilleur recours possible en se faisant passer pour le sauveur des retraites. Et si elle se paie ce luxe, c'est qu'elle se présente comme le grand défenseur et le garant du maintien du régime actuel des retraites par répartition contre la voie libérale des retraites par capitalisation. Elle tente de nous faire croire ainsi qu'il y aurait une "retraite de gauche" qu'elle défendrait en s'appuyant sur une tradition de solidarité sociale et une "retraite de droite" assise sur l'initiative et l'épargne individuelle. La "solidarité" au nom de la "collectivité" qu'elle met en avant n'est en fait qu'une nouvelle invitation au "sacrifice", à l'"effort" de travailler et de cotiser plus longtemps. Ce n'est qu'un discours idéologique pour nous

faire accepter davantage et toujours plus d'exploitation.

De plus, ce choix n'en est pas un, c'est une escroquerie, car, dès à présent, la plupart des salariés sont bel et bien soumis à ces deux formes de ponction et d'exploitation. Chaque ouvrier se retrouve pratiquement contraint en plus de sa cotisation salariale aux caisses de retraite de se constituer une épargne pour ses vieux jours, en particulier sous la forme d'une retraite complémentaire afin de se préserver une retraite décente. Ce complément de retraite est souvent une formule mixte : une partie "mutualiste" est calculée "par répartition" sur la base du salaire brut, tandis qu'une autre part relève d'un apport individuel dont le montant est choisi sur le modèle des souscriptions aux assurances privées. La variété est telle qu'on propose de plus en plus aujourd'hui aux futurs retraités des fonds de pensions qui tentent d'annexer leur épargne à une économie de casino sous formes d'actions placées en bourse en leur faisant miroiter des bénéfices financiers exorbitants et qui restent à la merci du premier krach financier venu. Par conséquent, le sacrifice d'un allongement de la durée du travail et le recours payant à d'autres sources pour arrondir leur maigres retraites sont bel et bien des attaques cumulées et non une alternative pour les prolétaires.

De fait, ce faux débat sert avant tout de rideau de fumée pour empêcher les prolétaires de se poser les vraies questions de fond sur les retraites.

### Un révélateur de la faillite du système

Pour justifier l'allongement de la durée des cotisations, toute la bourgeoisie met en avant un problème démographique : il n'y aurait plus assez d'actifs pour payer, financer les retraites de leurs aînés à cause du vieillissement de la population, de l'allongement de l'espérance de vie. Bref, les salariés vivraient aujourd'hui trop vieux, trop longtemps, ... au goût du capitalisme.

Le capitalisme révèle derrière cette réalité son vrai visage. Une fois pressurés au maximum, on s'empresse de rejeter, de mettre au rebut, de chercher à éliminer tous ceux qui ne peuvent plus être à travers l'exploitation de leur force de travail une source directe de profit, de rentabilité et d'exploitation.

Mais le cynisme de la bourgeoisie et le caractère totalement déshumanisé du capitalisme ne s'arrêtent pas là. Car, en même temps, la prolifération des retraites complémentaires, des fonds de pension, des assurances-vie et autres capital-décès qui sont proposés aux prolétaires démontrent qu'on les exploite et qu'on leur extorque leurs derniers sous d'épargne jusqu'à leur dernier souffle.

Tout cela est destiné à éluder son incapacité d'entretenir et de nourrir ce qu'on appelle aujourd'hui "le troisième âge". Le capitalisme est bel et bien en train de démontrer qu'il tend vers l'exclusion économique et sociale des personnes âgées.

Si la société ne compte "plus assez d'actifs" en termes capitalistes, comment croire sérieusement qu'il s'agit d'un simple problème démographique alors que tous les sans-emplois et les travailleurs précaires exclus des rangs des "actifs" ne demanderaient pas mieux que d'être complètement intégrés au

(SUITE PAGE 5)

## Résolution sur la situation internationale

En avril dernier, s'est tenu le XIV<sup>e</sup> congrès de la section en France du CCI. Nous reviendrons dans le journal du mois prochain sur le bilan de ses travaux. Nous publions ci-dessous des extraits de la partie de la résolution sur la situation internationale adoptée à ce congrès, consacrée à la crise économique et la lutte de classe. Nos lecteurs pourront trouver la publication intégrale de cette résolution dans le prochain numéro de notre *Revue internationale*.

La situation internationale en cette année 2000 confirme la tendance, déjà analysée par le CCI au début de la décennie passée, à un écart grandissant entre l'aggravation de la crise ouverte de l'économie capitaliste et l'accélération brutale des antagonismes impérialistes d'une part et un recul des luttes ouvrières et de la conscience dans la classe d'autre part.

Le marxisme n'a jamais prétendu ou supposé qu'il y aurait un rapport mathématique entre ces phénomènes qui caractérisent 'l'ère des guerres et des révolutions' (comme la qualifiait l'Internationale communiste), qu'un degré X de la crise impliquerait un degré Y de la lutte de classe. Sa tâche est au contraire de comprendre la perspective de la révolution prolétarienne en évaluant les tendances inhérentes de chacun de ces trois facteurs et de leur action réciproque, et au sein desquels le facteur économique est le facteur dominant en dernière instance.

La crise ouverte qui a débuté à la fin des années 60 a mis un terme à la période de reconstruction de l'après-Seconde Guerre mondiale. La lutte de classe a resurgi après 40 ans de contre-révolution comme conséquence de cette crise, avec la perspective d'affrontements de classe décisifs contre la bourgeoisie menant soit à la révolution communiste du prolétariat, ou (comme l'énonçait le Manifeste Communiste) à 'la destruction des classes ennemies' (dans la guerre impérialiste ou autre catastrophe).

Le marxisme n'est pas remis en cause par le fait que cette tendance historique aux affrontements de classe semble ne pas se vérifier si on considère la passivité relative du prolétariat à l'heure actuelle. La méthode marxiste va au delà de la surface des choses pour comprendre pleinement la réalité sociale.

1) La crise historique du capitalisme épuise progressivement les palliatifs destinés à la surmonter. La solution keynésienne expansionniste aux problèmes de l'économie mondiale s'est essouffée à la fin des années 1970. L'austérité néo-libérale a été principalement une formule des années 1980, bien que l'idéologie de la mondialisation après l'effondrement de l'URSS ait étendu sa durée dans les années 1990. Cependant, la seconde moitié de cette décennie et la période actuelle sont caractérisées principalement par l'effondrement de ces modèles économiques et leur remplacement par une réponse pragmatique à l'enfoncement inexorable de la crise, une réponse qui oscille entre une intervention étatique manifeste et le laisser-faire de la 'sanction du marché'. Le capitalisme d'Etat, forme caractéristique du capitalisme décadent, n'a aucunement l'intention d'abandonner sa capacité d'intervention vis-à-vis de la crise économique, mais il ne peut la surmonter de par l'insuffisance des marchés solvables entraînant une crise permanente de surproduction.

2) Les nouveaux marchés annoncés en 1989 ne se sont pas matérialisés.

Après l'effondrement du bloc de l'Est et la dislocation du stalinisme, la victoire mondiale du capitalisme occidental a échoué à créer les pseudo-possibilités de vente miraculeuse de ses pro-

duits prévues par les architectes du "nouvel ordre mondial".

Les pays d'Europe de l'Est n'ont pas réussi à fournir les opportunités attendues pour l'expansion capitaliste (...)

Toutes les guerres de la décennie, du Golfe au Kosovo, en dépit de leurs destructions massives, n'ont été aucunement en mesure de créer les opportunités attendues de reconstruction (...)

3) Les différentes locomotives de l'économie mondiale ont déraillé.

La réunification de l'Allemagne a finalement mis un terme au 'miracle' économique : chômage de masse, croissance léthargique et endettement massif en sont le témoignage. L'Allemagne de l'Est s'est révélée un lourd fardeau et non un nouveau champ d'accumulation du capital.

Le Japon, le plus important fournisseur de liquidités pour l'économie mondiale et la deuxième plus grande économie du monde, n'a pas réussi à ré-émerger de la stagnation tout au long de la décennie notamment à cause de la contraction et ensuite de l'effondrement des économies du Sud-Est asiatique en 1997.

Après l'écroulement de ces 'tigres' et 'dragons' économiques orientaux, affaiblissant le 'dynamisme économique' émergent de la Chine, d'autres locomotives en expansion du Tiers-Monde, le Mexique et le Brésil sont tombées en rade.

Seuls les Etats-Unis ont apparemment renversé cette tendance avec la plus longue période d'expansion économique de leur histoire récente. Mais au lieu de ranimer les braises de l'économie mondiale, l'expansion de l'économie américaine les a seulement empêchées de s'éteindre totalement et cela à un coût exorbitant. Il s'est produit une nouvelle explosion du déficit commercial américain et de nouveaux records d'endettement.

4) Les gadgets de l'innovation technologique ne peuvent venir à bout des contradictions inhérentes au capitalisme. Dans le capitalisme décadent, la principale force motrice derrière le changement technologique, la croissance des forces productives, est représentée par les besoins du secteur militaire, les moyens de destruction.

La 'révolution' de l'ordinateur et maintenant la 'révolution' de l'Internet sont toutes deux des tentatives de greffer ces sous-produits de la guerre (le Pentagone a toujours été le premier utilisateur mondial d'ordinateurs et Internet a été créé d'abord pour les besoins militaires) sur l'économie capitaliste comme un tout pour lui donner un second souffle.

La ruée vers l'or qu'est Internet est encore en plein boom, comme le montrent les valeurs fantastiques attribuées aux 'actions technologiques' par le Dow Jones à des compagnies qui n'ont parfois fait aucun profit mais qui sont estimées entièrement sur la base d'une richesse future hypothétique. De fait, la plus grande part de la croissance de la spéculation boursière aujourd'hui est mue par le cyber-commerce (...)

Les développements technologiques peuvent certainement accélérer la production, abaisser les coûts de distribution et fournir de nouvelles sources de revenus publicitaires, mieux exploiter

les marchés existants. Mais, à moins que l'expansion de la production qui en résulte puisse trouver de nouveaux marchés solvables, le développement des forces productives que la nouvelle technologie promet restera de la fiction. Ses bienfaits ne peuvent être que partiellement utilisés par le capitalisme pour centraliser et rationaliser certains secteurs de l'économie - la plupart du temps ceux du tertiaire.

Il importe enfin de souligner que la frénésie qui a saisi les investisseurs en faveur de la "nouvelle économie" n'est elle-même qu'une manifestation de l'impasse économique du capitalisme. Marx l'avait déjà démontré à son époque : la spéculation boursière ne révèle pas la bonne santé de l'économie mais le fait qu'elle s'achemine vers la banqueroute.

5) L'impasse de l'économie capitaliste est beaucoup plus aiguë que dans les années 1930 mais elle est masquée et prolongée par un certain nombre de facteurs. Dans les années 1930, la crise a frappé en premier et le plus gravement les deux nations capitalistes les plus fortes, les Etats-Unis et l'Allemagne, et a conduit à l'effondrement du commerce mondial et à la dépression. Depuis 1968 cependant, la bourgeoisie a tiré les leçons de cette expérience en se confrontant à la ré-émergence de la crise, leçons qui n'ont pas été oubliées dans les années 1990. La bourgeoisie mondiale sous la férule des Etats-Unis, n'a pas eu recours au protectionnisme à l'échelle des années 1930.

En utilisant des mesures de coordination internationale du capitalisme d'Etat - le FMI, la Banque Mondiale, l'OMC, etc. ainsi que de nouvelles zones monétaires - il a été possible d'éviter cette issue et au contraire de repousser la crise vers les régions les plus faibles et les plus périphériques de l'économie mondiale.

7) Pour comprendre où on en est de la décadence du capitalisme, on doit distinguer ses cycles historiques de crise, guerre, reconstruction, nouvelle crise et les fluctuations qui ponctuent encore la vie de l'économie capitaliste au cours de sa période de crise ouverte. Ce sont ces récessions et reprises (4 depuis 1968) qui permettent à la bourgeoisie de prétendre que l'économie est encore saine en insistant sur la croissance continue ou renouvelée. La bourgeoisie peut de cette façon masquer la nature malade de cette croissance du fait qu'elle repose sur un surendettement massif et qu'elle inclut l'expansion parasitaire de diverses industries de gaspillage (armement, publicité, etc.). Elle est ainsi en mesure de cacher la nature plus faible de chaque reprise et la force croissante de chaque récession sous une masse de statistiques mensongères (sur la croissance véritable, sur le chômage, etc.).

Pour les révolutionnaires, la preuve de la banqueroute du capitalisme ne réside pas seulement dans les baisses reconvenues de la production qui sont de plus en plus graves mais temporaires au cours de récessions ou dans les 'corrections' boursières, mais dans les manifestations aggravées d'une crise permanente et insoluble de surproduction prise comme un tout historique. C'est la crise ouverte au sein de la décadence capitaliste qui propulse le prolétariat sur la route qui mène à la prise du pouvoir ou, s'il échoue, rendra la tendance vers la barbarie militariste irréversible.

8) C'est seulement selon les préceptes moraux du matérialisme vulgaire que la lutte de classe devrait inévitablement répondre à l'approfondissement de la

crise économique avec une force équivalente.

Pour le marxisme, c'est bien sûr la crise économique qui révèle au prolétariat la nature de ses tâches historiques dans leur globalité. Cependant le tempo de la lutte de classe, tout en ayant ses propres 'lois de marche', est aussi profondément influencé par les développements dans les domaines 'superstructurels' de la société : aux niveaux social, politique et culturel.

La non-identité entre le rythme de la crise économique et celui de la lutte de classe était déjà apparent dans la période entre 1968 et 1989. Les vagues de luttes successives par exemple ne correspondaient pas directement aux variations de la crise économique. La capacité du capitalisme d'Etat de ralentir le rythme de la crise a souvent interrompu le rythme de la lutte de classe.

Mais, plus important, à la différence de la période 1917-1923, les luttes de classe ne se sont pas développées ouvertement au niveau politique. La rupture fondamentale d'avec la contre-révolution effectuée par le prolétariat après 1968 en France s'est manifestée essentiellement en une défense déterminée par la classe ouvrière au niveau économique quand elle a commencé à réapprendre beaucoup des leçons sur le rôle anti-ouvrier des syndicats. Mais le poids des partis qui, à différents moments, étaient passés à la contre-révolution au cours du siècle qui s'achève - les variétés social-démocrate, stalinienne et trotskiste -, en regard de la minuscule influence de la tradition de la Gauche communiste, a empêché la "politisation" des luttes.

L'impasse dans les luttes de classe qui en a résulté - une bourgeoisie incapable de déclencher une autre guerre mondiale (à cause de la résistance permanente de la classe ouvrière face aux injonctions du capitalisme en crise), une classe ouvrière incapable d'en finir avec la bourgeoisie - a abouti à la période de décomposition du capitalisme mondial.

9) Pour certaines conceptions restrictives du marxisme, l'évolution de la superstructure de la société peut seulement être un effet et non une cause. Mais la décomposition de la société capitaliste au niveau social, politique et militaire a de façon significative retardé l'évolution de la lutte de classe. Tandis que le matérialisme mécanique cherche la cause de la paix entre les classes dans une prétendue restructuration du capitalisme, le marxisme montre comment l'absence de perspective qui caractérise la période actuelle retarde et obscurcit le développement de la conscience de classe.

Les campagnes sur la mort du communisme et la victoire de la démocratie capitaliste qui ont fleuri sur les ruines de l'URSS, ont désorienté le prolétariat mondial. La classe ouvrière a ressenti son impuissance face à la succession de conflits impérialistes sanglants dont les véritables motifs ont été obscurcis derrière la propagande humanitaire ou démocratique et une unité de façade des principales puissances.

Le déclin progressif de l'infrastructure de la société, dans l'éducation, le logement, les transports, la santé, l'environnement et l'alimentation, a créé un climat de désespoir qui affecte la conscience prolétarienne.

De la même façon, la corruption de l'appareil politique et économique et le déclin de la culture artistique renforcent le cynisme partout.

Le développement du chômage de masse particulièrement parmi la jeunesse, aboutissant à la lumpénisation et

la normalisation de la 'culture' de la drogue, commence à ronger la solidarité du prolétariat.

10) Au lieu du langage brutal, de "la vérité", des gouvernements de droite des années 80, la bourgeoisie parle dorénavant un dialecte néo-réformiste et populiste afin d'étouffer l'identité de classe du prolétariat. L'arrivée de la gauche de la bourgeoisie au pouvoir s'est révélée être le moyen idéal à l'heure actuelle pour désorienter au maximum le prolétariat. Ne parlant plus le langage de la lutte comme ils le faisaient dans l'opposition durant les années 80, les partis de gauche au pouvoir sont bien armés pour mener de façon *soft* les attaques contre les conditions de vie de la classe ouvrière. Ils sont également en meilleure position pour occulter la barbarie militariste derrière une rhétorique humanitaire. Et ils sont plus à même de corriger les échecs des politiques économiques néo-libérales avec une intervention plus directe de l'Etat.

11) Cela dit, la classe ouvrière n'a pas subi une défaite décisive en 1989 remettant en cause le cours historique général. Ainsi, depuis 1992, elle a repris le chemin de la lutte pour défendre ses intérêts.

Le prolétariat reprend lentement et inégalement confiance dans ses capacités. A travers le développement de sa combativité, on peut s'attendre à une méfiance grandissante à l'égard des syndicats qui, de concert avec les gouvernements de gauche, tentent d'isoler et de fragmenter les luttes et de leur imposer les exigences politiques de la classe dominante.

Cependant, on ne peut s'attendre, au moins dans le court et moyen terme, à un tournant décisif à l'avantage du prolétariat qui mettrait en question la stratégie actuelle de la bourgeoisie.

12) Dans le plus long terme, le potentiel du prolétariat de se renforcer politiquement et de réduire l'écart vis-à-vis de l'ennemi de classe reste présent :

- la progression de la crise économique va pousser la réflexion prolétarienne en avant sur la nécessité d'affronter et de dépasser le système ;
- le caractère de plus en plus massif, simultané et généralisé des attaques va poser la nécessité d'une réponse de classe généralisée ;
- l'augmentation de la répression d'Etat ;
- l'omniprésence de la guerre, détruisant les illusions dans la possibilité d'un capitalisme pacifique ;
- la possibilité d'une combativité grandissante ;
- l'entrée en lutte d'une deuxième génération invaincue d'ouvriers.

(Cf. Point 17, Résolution sur la situation internationale du 13<sup>e</sup> Congrès du CCI, *Revue Internationale* n° 97).

13) Même s'il est indéniable qu'il y a eu au cours de la dernière décennie un recul important de la conscience de classe au sein du prolétariat comme un tout, les événements de ces années ont provoqué, d'un autre côté, un questionnement et une réflexion en profondeur dans les secteurs les plus avancés de la classe ouvrière (constituant encore de minuscules minorités) qui les ont conduit à s'intéresser aux positions et à l'histoire de la Gauche communiste. Le développement international actuel des cercles de discussion confirme ce phénomène.

Evidemment, aujourd'hui, la bourgeoisie peut officiellement ignorer ces développements et présenter les organisa-

(SUITE PAGE 6)

## Non, la classe ouvrière n'a pas disparu

(SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE)

blème de la surproduction, qui, loin de la diminuer, l'aggrave encore plus en provoquant un flux permanent de nouveaux chômeurs.

Quand on parle de diminution numérique de la classe ouvrière, on sous-entend que les chômeurs n'en feraient pas partie. La propagande idéologique de la bourgeoisie et l'action de son appareil syndical font tout pour qu'on voit les chômeurs, et qu'eux-mêmes se voient, comme une catégorie à part, comme une masse d'exclus et de marginaux, comme un tas de "ratés" et de "nullités" auxquels il faut appliquer des programmes paternalistes de "formation" et de "réinsertion".

Mais c'est là une vision mystificatrice fabriquée consciemment par l'État capitaliste. Le chômage est une situation qui touche l'ensemble de la classe ouvrière. Tous les chômeurs sont des ouvriers et tous les ouvriers sont des chômeurs en puissance, dans le présent ou dans le futur. Le chômage fait partie de la condition même de l'ouvrier : séparé des moyens de production et de vie, il est obligé de passer sous les fourches caudines du travail salarié pour subvenir à ses besoins. Or, l'obtention d'un emploi dépend des facteurs globaux et implacables qui n'ont rien à voir avec ses propres capacités professionnelles, sa disponibilité, ses efforts ; c'est le produit de la crise historique du capitalisme, de telle sorte que "si au 19e siècle, le chômage était un problème passager et ce qui était permanent était la capacité du capitalisme pour le ré-

sorber, au 20e siècle ce qui est passager ce sont les "solutions" que le capitalisme invente et ce qui est permanent est son incapacité pour le résorber" (CCI, Manifeste sur le problème du chômage).

Pour toutes ces raisons, les luttes des chômeurs doivent rechercher l'unité et la solidarité de leurs frères au travail. Ils doivent aller de la façon la plus massive possible devant les portes des usines, dans les centres industriels et de travail. Les ouvriers avec un travail, quant à eux, doivent, dans leurs luttes, aller dans les quartiers pour demander l'unité dans le combat de leurs camarades au chômage. Les uns et les autres doivent pousser fort le cri qu'on entendit pendant les grèves de Vitoria (1) en 1976 : "Nous sommes tous des ouvriers, rejoins-nous !"

Tout cela repose sur la base matérielle même de l'existence des ouvriers (aussi bien les actifs que les chômeurs) et a été démontré concrètement dans de nombreuses luttes des années 20, 30 et des années 80. Les causes de ce qui sépare ou divise les uns des autres ne sont pas la technologie ou les "modifications dans les rapports sociaux et les comportements" comme dirait le premier sociologue venu et autres pédants. Ce sont les manœuvres politiques de l'État capitaliste, lequel, avec ses syndicats et ses campagnes idéologiques, fait tout son possible pour les maintenir divisés. Même minoritaire au sein de la population, la classe ouvrière a un poids politique et social déterminant. La Révolution de 1917 en Russie a été faite par un prolétariat qui représentait à peine 3% de la population. Lénine mit en évi-

dence le fait que "la force du prolétariat dans un pays capitaliste est infiniment plus grande que sa proportion numérique au sein de la population. Et il en est ainsi parce que le prolétariat occupe une place clé au cœur même de l'économie capitaliste et aussi parce qu'il exprime, dans le domaine politique et économique, les intérêts réels de l'immense majorité de la population travailleuse".

Ceci s'est illustré pendant la vague révolutionnaire mondiale de 1917-23 où le prolétariat s'est mis à la tête du combat contre la guerre et contre la terrible misère de l'après-guerre. Ce faisant, il éveilla l'espoir et l'enthousiasme chez les exploités de tous les pays. Si aujourd'hui la bourgeoisie essaye à tout prix de renforcer le corporatisme dans les luttes ouvrières, si elle monte des manœuvres pour rendre impopulaires les grèves, c'est parce qu'elle sait pertinemment que la classe ouvrière a entre ses mains la force pour transformer la frustration et le mécontentement de la plus grande partie de la population mondiale dans un raz de marée révolutionnaire.

### Les facteurs de l'atomisation et de la dispersion de la classe ouvrière

Cependant, les nouvelles formes de travail, le large éventail des contrats de travail, la grande dispersion des horaires, l'arrivée de nouvelles professions en lien avec les "nouvelles technologies", tout cela ne serait-il pas en train de disperser et d'atomiser la classe ouvrière la rendant impuissante en tant que force collective associée ?

Les sociologues constatent une série de divisions au sein de la classe ouvrière : une minorité de privilégiés avec un poste de travail garanti à vie, une masse sans cesse croissante de précaires et, enfin, une armée d'exclus et des marginalisés ; et ils proclament, contents d'eux-mêmes : "La classe ouvrière, sociologiquement parlant, a cessé d'exister". Ils parlent aussi de la disparition de toute une catégorie d'ouvriers, avec de fortes traditions de lutte (mineurs, sidérurgistes, chantiers navals) et l'émergence de multiples couches qui ne se sentent plus ouvrières, puisqu'elles ont des diplômes, une spécialisation professionnelle, une autonomie ou un certain prestige social. Tout cela les fait décider d'une façon concluante que cette notion de classe ouvrière appartient au 19e siècle (...)

Nous ne nions pas l'importance de ces divisions. Nous voudrions souligner, par contre, deux choses que les idéologues de la bourgeoisie cachent soigneusement. Premièrement, ces divisions ne sont pas dues à un quelconque changement dans le mode de production capitaliste. Cette production serait, à les entendre, avec la "mondialisation" et la révolution des télécommunications" à l'orée d'une "nouvelle ère". Bien au contraire, le capitalisme de la "mondialisation" et des échanges par Internet continue à fonctionner sur la même base : la séparation des producteurs de leurs moyens de production, le travail salarié, l'extraction de plus-value, la contradiction entre le caractère social et mondial de la production et la forme privée et nationale de son appropriation.

D'un autre côté, ces "formes nouvelles de travail", loin d'annoncer une nouvelle "jeunesse" dans le développement du capitalisme sont, en réalité, des tentatives désespérées pour se maintenir hors de l'eau dans un contexte d'aggravation des convulsions économiques et

financières. C'est ainsi que la concrétisation de cette aggravation dans le quotidien de tous les travailleurs, quelle que soit leur condition, est une exacerbation de l'exploitation, de la précarité, de l'insécurité. C'est ainsi que la conclusion de Marx dans sa polémique avec Proudhon est toujours valable et n'a rien d'un vestige des temps révolus : "Les conditions économiques transforment d'abord la masse de la population du pays en travailleurs. La domination du capital a construit une situation commune et des intérêts communs à cette masse. C'est ainsi que cette masse est déjà une classe par rapport au capital." ("Misère de la philosophie")

Seraient-elles, d'ailleurs, si "nouvelles" ces "nouvelles formes et conditions de travail" ? Tout au long de l'histoire du capitalisme, le poste fixe, le travail à vie dans une entreprise ou une institution a été plus l'exception que la règle. Cette forme particulière a été en rapport, d'un côté, avec la constitution des grands conglomérats industriels à l'apogée du capitalisme entre 1877 et 1913 et, d'un autre côté, pendant la période d'après la Seconde Guerre mondiale où l'État "social" offrait une place garantie en échange d'une augmentation de l'exploitation et de bas salaires. Mais le changement constant de travail, l'émigration, la précarité ont toujours été les compagnons inséparables dans la vie de beaucoup de générations ouvrières. Aujourd'hui, la "sécurité illusoire" de la période 1945-80 s'effondre irrémédiablement en mettant à nu la réalité profonde de la condition ouvrière : le capitalisme prive le prolétaire de ses moyens de subsistance, transformant sa vie en une insécurité permanente. Cependant, la situation actuelle n'est pas un simple retour au 19e siècle. A l'époque, être ballotté de ville en ville, de travail en travail, se faisait dans une perspective de développement des forces productives, d'une expansion des rapports sociaux capitalistes et, par conséquent, dans une possibilité réelle d'amélioration et de réformes des conditions de vie ouvrières. Aujourd'hui c'est tout le contraire : cette angoissante insécurité, ce déracinement permanent s'inscrivent dans une société sans issue, dans une économie accablée par la surproduction permanente, dans une dégradation constante, implacable, de tous les aspects de la vie, depuis les risques d'accident de travail jusqu'au doute chaque fois plus angoissant de ne pas avoir la retraite garantie.

Le soi-disant "travail à vie" dont jouiraient les travailleurs des services publics est le chiffon rouge agité jusqu'à la nausée par la bourgeoisie pour les affronter à leurs camarades du privé, pour ainsi les empêcher de comprendre, aux uns et aux autres, que leur situation est fondamentalement la même : ne partagent-ils pas les mêmes menaces sur leurs retraites, les mêmes salaires en chute libre partout, un même durcissement des conditions de travail ?

Il est vrai qu'il y a toute une partie de la classe ouvrière qui garde des illusions de promotion professionnelle, qui pense que sa spécialisation et ses connaissances sont des armes qui doivent être utilisées individuellement, qui se méfie de l'action collective. Il est vrai aussi que les patrons fomentent l'idéologie du "rapport individuel" du travailleur avec son employeur pour contrer toute idée de lutter ensemble avec les autres. Mais tout cela n'est qu'un rideau de fumée aveuglant mais éphémère. Tout finit par se dissiper en faisant apparaître la réalité crue de l'insécurité dans le travail, l'augmentation constante de l'ex-

ploitation, les réductions dans les prestations sociales, la menace d'une pension de misère, l'épée de Damoclès du chômage, l'inflation qui rabote les salaires et l'épargne. Voilà la vérité commune à tous les ouvriers, qu'ils soient chômeurs, diplômés, manœuvres ou autonomes.

Et ce qui empêche leur unité ne sont pas les "nouvelles technologies" ni les "changements objectifs des structures sociales". La bourgeoisie fournit tout le combustible qu'elle peut pour réchauffer ces théories de bazar car, si les ouvriers tombaient dans le piège, ils finiraient par croire que les entraves à leur lutte et à leur unité seraient quelque chose "d'objectif", déterministe, contre quoi il n'y aurait rien à faire, si ce n'est des actes désespérés et la révolte aveugle.

En fait, la cause centrale des difficultés pour s'unir, s'organiser, prendre conscience et lutter se trouve dans l'action politique de l'appareil d'État de la bourgeoisie : les syndicats, les partis de gauche et les gauchistes, les campagnes idéologiques, les manœuvres où la gauche et la droite se distribuent les rôles, etc. Lutter pour imposer l'organisation des grèves ouvrières en assemblées et comités élus et révocables, voilà la voie par laquelle, même si elle est encore éloignée aujourd'hui, la classe ouvrière pourra reconquérir son unité, sa force et sa conscience.

Adalen (septembre 1999)

(Traduit de Accion Proletaria n°148)

TCHETCHENIE

## L'hypocrisie des grandes puissances

Le 11 avril dernier, l'Union européenne présentait un projet de résolution devant la commission des Droits de l'Homme des Nations unies exigeant de la Russie de mener une enquête sur "les violations présumées des droits de l'homme et du droit international humanitaire" en Tchétchénie. Belle hypocrisie en vérité ! Après avoir fermé les yeux et laissé l'armée russe bombarder, massacrer, violer, piller, déporter, affamer la population tchétchène pendant près de huit mois, les représentants de l'Europe démocratique et humanitaire prétendent à présent ne plus vouloir laisser faire et se mêler de cette "affaire intérieure" russe. Et trois jours plus tard, la présidente autrichienne de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe se rendait en Tchétchénie étudier les conditions d'implantation d'une mission permanente, contre l'avis du Kremlin qui refuse toujours toute "médiation internationale". Ne nous leurrions pas. Ce qui justifie de telles demandes n'a rien d'une préoccupation humanitaire. Il s'agit d'un message diplomatico-militaire adressé à la Russie par ceux des pays européens qui lui reprochent son net rapprochement avec les Etats-Unis. Ainsi, la France et l'Allemagne se servent des crimes de Poutine pour désigner ceux qui le soutiennent ouvertement, en l'occurrence les Etats-Unis et la Grande-Bretagne, comme des complices bienveillants des massacres. La presse française s'est par exemple offusquée bruyamment du tapis rouge déroulé par Tony Blair devant le chef du Kremlin lors de sa récente visite à Londres et de la visite annoncée de

Clinton à Moscou début juin. En vérité, Paris ou Bonn n'ont pas été moins complices que Washington de l'opération russe de mise au pas du séparatisme tchétchène, quel qu'en soit le prix. Souvenons-nous que c'est Chevènement qui était venu l'an dernier apporter son soutien à Moscou dans sa "lutte contre le terrorisme". Car ils sont, au fond, tous d'accord sur l'essentiel : il faut éviter un nouvel éclatement de la Russie qui impliquerait à nouveau une aggravation brutale du chaos mondial.

La "cause" tchétchène, la "paix", les droits de l'homme, etc. ? Les puissances "démocratiques" s'en moquent toutes. Elles ne s'en servent que pour les besoins variables de leurs règlements de compte impérialistes et en l'occurrence les massacres perpétrés en Tchétchénie ne sont pour la France et l'Allemagne qu'un moyen idéologique d'attaquer leur rival américain et de mettre en cause sa position hégémonique.

N'a-t-on pas vu récemment encore les médias en France s'indigner du sort de la population serbe et mener une campagne contre les abus de la politique de l'OTAN durant la guerre du Kosovo ? On voudrait nous faire oublier que c'est main dans la main avec l'Amérique et la Grande-Bretagne que la France est allée bombarder la Serbie et raser des régions entières il y a un an à peine. A l'époque c'était sous le tout aussi hypocrite prétexte de "sauver" les Albanais du Kosovo.

La bourgeoisie est une classe de menteurs dont les répugnants discours humanitaires ne servent jamais qu'à nous faire accepter la guerre..

KW (27 avril)

## RETRAITES

(SUITE DE LA PAGE 2)

monde du travail. La véritable cause de la pénurie de "salariés actifs", c'est la crise et le chômage croissants. Et c'est bien le capitalisme qui engendre cette crise et ce chômage qu'il porte dans ses flancs. C'est lui qui en est responsable. De même que cette société décadente s'avère de plus en plus incapable d'intégrer une part croissante de l'humanité à sa production, la réduisant au chômage et à la misère, en particulier au sein des jeunes générations qui ont de plus en plus de difficultés à trouver un emploi fixe, de même qu'elle est de plus en plus incapable d'assurer l'éducation, les soins, l'alimentation et la santé de ses prolétaires, à l'autre bout de la chaîne, elle est de plus en plus incapable d'assurer des conditions de survie minimales à ceux qui ont usé leur vie au travail. Un système qui en est là est un système en faillite. Il faut le renverser et le détruire.

CB

## Les contorsions de l'anarchisme face à la guerre impérialiste

A la suite de la réunion publique que le CCI a organisée en novembre 1999 autour du thème "Le communisme de conseil, un pont entre le marxisme et l'anarchisme ?" (1), nous avons reçu une série de lettres de lecteurs qui traitent des aspects importants de cette réunion. Nous publions ci-dessous des extraits d'une réaction qui nous paraît importante parce qu'elle commente la manière dont les anarchistes présents à ce débat vivant ont pris position sur une des questions centrales approfondies lors de la discussion, à savoir l'attitude face à la guerre impérialiste.

La lettre de notre lecteur met en évidence, à juste raison, l'incohérence des éléments anarchistes qui, tout en affirmant leur refus de toute participation à la guerre impérialiste, s'évertuent à justifier le soutien des anarchistes à un camp bourgeois contre l'autre durant la Seconde Guerre mondiale au nom de la lutte contre le fascisme. Cette attitude incohérente consistant à tenter de concilier deux positions inconciliables est révélatrice, comme le souligne notre lecteur, de l'absence totale de méthode et de vision historique, propre aux anarchistes, et qui les rend incapables de saisir la réalité du combat prolétarien, d'en tirer toutes les leçons, face aux positions abstraites, intemporelles, morales et idéalistes de l'approche "libertaire".

Chers camarades,

(...) Parce que l'essentiel de la discussion a porté sur la question de l'attitude face à la guerre, il est nécessaire d'y revenir et d'apprécier ce que les anarchistes présents lors du débat ont défendu sur ce point :

- alors qu'ils semblaient s'en tenir à la position du refus de toute participation de la classe à une guerre impérialiste, ils ne pouvaient donner à cette prise de position aucun fondement politico-théorique. Leur refus de la guerre impérialiste était surtout fondé sur des bases "morales", comparables à l'internationalisme de l'anarchiste hollandais Domela Nieuwenhuis en 1914.

- les camarades anarchistes ont montré qu'ils n'étaient pas réellement en mesure de reconnaître que la participation à un conflit impérialiste dans la période de décadence, et ici à un conflit généralisé, donc à une guerre mondiale, signifie toujours le choix d'un camp impérialiste, et que celui-ci contient toujours un choix pour la défense de la bourgeoisie, du capitalisme, contre le prolétariat, et donc contre le socialisme. Ainsi, ils soutenaient qu'un "choix" pour les Alliés dans la Première Guerre mondiale n'était pas objectivement identique à la défense du capitalisme. Leur refus "moral" de la participation à la guerre mondiale laisse donc encore pas mal de "marge de manoeuvre" à "l'anarchisme" (...) pour justifier le choix en faveur d'un bloc impérialiste. C'est d'ailleurs ce qu'a fait l'anarchisme officiel au vingtième siècle, dans la période de décadence du capitalisme. Par exemple : en justifiant le soutien aux Alliés lors de la Première Guerre mondiale par la nécessité de "d'abord" combattre le pan-germanisme, et lors de la Seconde Guerre mondiale par la nécessité de lutter contre le fascisme avant tout... Pour autant que les camarades présents soient eux-mêmes internationalistes, ils ne sont donc certainement pas des internationalistes conséquents.

- en particulier, les camarades n'étaient pas en mesure d'analyser la participation à une guerre impérialiste mondiale comme le franchissement d'une frontière de classe absolue, par lequel, quel qu'en soit le prétexte, et y compris donc celui de l'anti-fascisme, on se rend coupable de trahison de classe. Au lieu de parler d'une question politique de vie ou de mort pour le prolétariat et ses organisations politiques, d'un positionnement sur le terrain prolétarien ou le terrain bourgeois, de choix entre deux ennemis de classe irréconciliables et de leurs perspectives antagonistes, socialisme ou barbarie, les anarchistes présents argumentaient hélas surtout dans le sens d'une "compréhension" pour le choix

(condamné par eux-mêmes) de "certains anarchistes" en faveur du soutien à l'un ou l'autre camp impérialiste durant la guerre mondiale, étant donné leurs "mobiles".

Prendre position contre la guerre (mondiale) dans cette optique n'est donc pas tant une question politique, de défense d'une position de classe (...), qu'une question de choix purement individuels (...). Ces contorsions de l'anarchisme ne font que confirmer que celui-ci ne dispose d'aucun critère politique objectif et défini pour tracer une frontière de classe claire, même sur la question de la guerre impérialiste mondiale. Ceci en contradiction flagrante avec l'approche marxiste des Gauches de la seconde internationale par rapport à la Première Guerre mondiale, et des Gauches communistes par rapport à la Seconde Guerre mondiale.

Lorsqu'ils veulent adopter une attitude internationaliste conséquente et fondée, les camarades du milieu anarchiste sont non seulement handicapés par l'absence (inhérente à l'anarchisme) d'une méthode scientifique pour comprendre le développement du capitalisme comme un mode de production historique, avec ses périodes d'ascendance et de décadence, et aussi pour analyser la signification des guerres dans ce cadre d'un point de vue de classe. Mais c'est surtout par rapport à l'attitude des organisations anarchistes face à la guerre que les anarchistes présents à la réunion, contrairement une fois encore au marxisme, semblaient avoir beaucoup de difficultés à reconnaître une trahison de classe (...).

Un des anarchistes présents a avancé comme argument qu'il ne peut exister quelque chose comme une "organisation anarchiste" (donc qu'elle n'existe ni n'a existé) mais uniquement un "mouvement anarchiste". (...). On ne trouve aucune trace de cette tendance à nier l'existence d'organisations anarchistes, à dénier leur possibilité d'existence même, chez des auteurs anarchistes et syndicalistes avant la Seconde Guerre mondiale (tels A. Schapiro et A. de Jong dans le recueil "Pourquoi nous avons perdu la révolution - La défaite de l'anarcho-syndicalisme espagnol en 1936-37", éd. Wereldvenster, 1979)(...).

Quelle est alors la place d'une telle remarque absurde dans le développement du débat ? Elle exprime non seulement un certain refus "anarchiste" de la responsabilité politique, mais a surtout pour fonction de nous voiler tout ce qui concerne les organisations qui se sont réclamées de l'anarchisme dans le passé ou qui le font actuellement. Tout se passe comme s'il y avait un grand intérêt pour ce camarade à cacher le véritable rôle que les organisations anar-

chistes ont joué dans l'histoire de la lutte des classes et à maintenir à tout prix les balivernes selon lesquelles "quelques anarchistes seulement" auraient trahi, seraient passés du côté de la bourgeoisie. Cet intérêt pousse le camarade (avec sa position de "compréhension bienveillante") à essayer de mettre le sujet hors de la discussion, comme étant du "pinailage". Par ailleurs, un des camarades anarchistes présents s'est défini comme anarcho-syndicaliste, sans démentir pour autant la "position" sur l'impossibilité d'existence d'organisations anarchistes.

L'anarchisme prétend s'opposer à toutes sortes de formes du pouvoir capitaliste (de la grève historique de février '17 à la défense actuelle des immigrés). Dans cette formulation, on retrouve le problème du manque de méthode scientifique, de principes organisationnels prolétariens, d'une conception politico-théorique claire, tellement typique de la révolte petite-bourgeoise et anarchiste, qui d'une certaine manière constitue aussi son volet tragique. L'anarchisme "s'oppose" à "toutes sortes de formes" du "pouvoir" du capitalisme, mais n'a jamais été en mesure de combattre le capitalisme dans ses fondements, avec en perspective la victoire révolutionnaire. C'est bien là la différence fondamentale avec le marxisme des Gauches de la seconde internationale, de la troisième internationale jusqu'en 1928, et des Gauches communistes qui s'en sont dégagées.

Une forme inconséquente d'internationalisme prolétarien, plus basé sur un instinct de classe que sur un réel cadre politico-théorique ; une attitude consistant à excuser pour une part et surtout nier le passage dans le camp de la bourgeoisie au cours de la guerre, l'embaras à regarder tout cela en face, un refus de discuter ouvertement du rôle - contre-révolutionnaire - des organisations anarchistes. Voilà quelle a été l'attitude des camarades anarchistes à propos de la question cruciale de la confrontation politique à cette réunion.

Comme je l'ai dit plus haut dans mon courrier, il faut saluer le courage des présents en provenance du milieu anarchiste à participer à la confrontation dans cette réunion de discussion. Je suis curieux de savoir s'ils poursuivront cette démarche. Ce serait hautement souhaitable. (...).

Salutations fraternelles,

TN

1. Voir RI n° 300 : "Débat public à Amsterdam : le communisme de conseil n'est pas un pont entre le marxisme et l'anarchisme."

## RESOLUTION SUR LA SITUATION INTERNATIONALE

(SUITE DE LA PAGE 4)

tions révolutionnaires actuelles comme totalement insignifiantes.

Mais les campagnes idéologiques sur la prétendue "mort du communisme", la "disparition de la classe ouvrière" et de son histoire, la tentative de mettre un trait d'égalité entre l'internationalisme prolétarien et le négationisme, la tentative d'infiltrer et de détruire les organisations révolutionnaires, tout cela montre la préoccupation de la bourgeoisie envers la maturation à long terme de la conscience révolutionnaire de la classe ouvrière. En tant que classe historique, le prolétariat représente beaucoup plus

## PREMIER MAI

(SUITE DE LA PAGE 8)

drapeau subversif, objet de haine pour le capitalisme. Depuis longtemps, ce dernier lui a fait une place d'honneur dans ses rangs.

C'est le drapeau qui flotte sur plus de 20 millions de forçats des camps de concentration stalinien. C'est celui qui préside aux exécutions sommaires dans les souterrains du G.P.U. et des procès infâmes de Moscou. Il est drapeau national sur une sixième du globe, où gémissent 150 millions d'esclaves modernes. Il sert d'emblème pendant des années au régime hitlérien, aux camps de concentration, aux déportations, aux tortionnaires de la Gestapo. Il a flotté sur tous les champs de carnage de la Seconde Guerre mondiale (...)

Et ce qui est valable pour le drapeau l'est pour le 1er Mai. "Comment donc", s'écrient les bourgeois, "une fête du travail, bien sûr. Le travail est sacré. Nous allons fêter le Travail." Les manifestations sanglantes d'autrefois sont devenues des processions légales qui cachent la sanglante réalité de chaque jour. Les cris de révolte sont devenus d'infensifs psaumes. Les instruments de cuivre hurlent des marches militaires chauvines qui empêchent d'entendre les autres hurlements, ceux des torturés dans les prisons, dans les camps de concentration de tous les pays (...)

La bourgeoisie s'est emparée des symboles ouvriers, du drapeau rouge, du 1er Mai. Tous les régimes, celui de Staline, celui d'Hitler, de Pétain, de la 4e République, ont proclamé ce jour fête nationale. Le 1er Mai est devenu jour de la renaissance nationale et de la respectueuse P... reconnaissante.

La bourgeoisie peut dormir tranquille et ne pas trembler de peur. C'est le 1er Mai 1947. Et demain, tous ceux qui la composent - les gavés et les parvenus, les policiers et les dames honorables, ses hommes politiques et ses prostituées, les gouvernants et les voyous, tout ce beau monde, cette crème de la société, massée le long des cortèges et sur les tribunes officielles, pourront à l'aise acclamer ces ouvriers dans leur bleu trempé encore de leur sueur de travail, et se féliciter qu'ils aient enfin trouvé le chemin et se soient intégrés dans la communauté nationale (...)

La bourgeoisie sait admirablement bien exploiter à son avantage la difficulté humaine de se libérer des images de leurs anciennes idées périmées et inachevées. Transformées en emblèmes et en symboles, les idées perdent leur dynamisme révolutionnaire, cessant d'être des moments d'un développement de la lutte, se figent, deviennent inoffensives. La bourgeoisie et tous ses laquais, ses chefs de partis politiques et ses syndicats, s'emploient de toutes leurs forces à vider le contenu, à faire perdre au prolétariat la compréhension du fond, l'aspi-

ration révolutionnaire de ses idées pour ne laisser subsister que l'enveloppe apparente. Les représentations révolutionnaires deviennent des images saintes, les emblèmes des fétiches qu'on adore et qu'on craint ; les symboles vidés de leur contenu révolutionnaire se remplissent d'un contenu nouveau : conservateur, réactionnaire et bourgeois (...)

Rien n'aura été laissé du passé et de l'histoire des luttes du prolétariat, sans avoir été exploité par le capitalisme contre le prolétariat. Les idées, la terminologie, les noms, les mots, les dates, les emblèmes, les symboles, tout sera utilisé par la bourgeoisie, tout sera transformé en fétiches, et le prolétariat lui-même en masses d'idolâtres. Les meilleurs combattants, les soldats de la révolution, les militants les plus conscients du passé seront canonisés, afin de permettre à des canailles vivantes d'entretenir dans le prolétariat le culte du "chef", le culte de l'obéissance aveugle à leurs personnes proclamées omnipotentes et infailibles. Toute une mystique fétichiste a été construite et dans laquelle est emprisonné le prolétariat.

Mystique du parti, mystique du "chef", fétichisme du drapeau, fétichisme des 1er Mai.

Le prolétariat se heurte au mur de cette prison fétichiste. Pour reprendre sa lutte révolutionnaire, il doit d'abord impitoyablement briser tout ce système de fétichisme ; il doit se libérer de toutes ces images et symboles qu'il a lui-même créés au cours de son histoire et qui servent à la mystifier.

Il faut qu'il apprenne à regarder la réalité nue et crue. Voir la terre rouge partout de son sang, voir ces villes en ruines, voir ces millions de cadavres, voir son corps décharné, affamé, se voir lui-même enfin dans toute la laideur de sa misère, bafoué et dégradé.

La reprise de sa marche en avant et de sa victoire finale se fera à ce prix. Libéré des fantômes et des charlatans vivants, il faut qu'il redevenue lui-même, saisissant le présent, conscient de ses buts et agissant révolutionnairement pour les réaliser (...)

L'évolution historique impose au prolétariat un problème à résoudre : ou accomplir la révolution, édifier la société socialiste et sauver l'humanité, ou subir le capitalisme et toutes ses conséquences (...)

La perspective qui s'ouvre devant le prolétariat et l'humanité entière est celle de la barbarie. Barbarie économique, dans le recul des forces de production, barbarie dans la destruction des richesses sociales, barbarie dans les conditions de vie, barbarie dans le rapport entre les hommes. Dans cette rage de destruction forcenée, le capitalisme décadent risque d'entraîner l'humanité entière. Le massacre de quelques dizaines de millions d'êtres durant la deuxième guerre n'aura été qu'une répétition miniature de ce qui attend l'humanité de demain.

Faut-il donc que les villes entières soient transformées en ruines fumantes, faut-il donc que le globe entier soit devenu un seul et immense incendie, faut-il donc que par centaines de millions se comptent les cadavres et que, non des fleuves, mais des océans soient rougis de sang pour que le prolétariat comprenne l'immensité de sa responsabilité et de sa mission historique, et qu'enfin, sortant de sa torpeur, se ressaisissant, il réalise en actes son vieux cri révolutionnaire :

**Le monde doit changer de base, Nous ne sommes rien soyons tout**

CCI - 24 avril 2000.

Internationalisme n°21, mai 1947.

## PUBLICATIONS DU CCI

LE CCI SUR INTERNET  
www.internationalism.org

Ecrire les adresses comme suit,  
sans nom de la publication :

**ACCION PROLETARIA**  
Apartado de Correos 258  
Valencia 46080 - ESPAGNE

**INTERNATIONALISME**  
BP 1134, 1000 Bruxelles 1 -  
BELGIQUE

**INTERNATIONALISM**  
P.O. Box 288 New York  
N.Y. 10018-0288 - U.S.A.

**INTERNACIONALISMO**  
Apartado 20674 Caracas 1020-A -  
VENEZUELA

**INTERNATIONELL REVOLUTION**  
IR, Box 21106,  
10031 Stockholm - SUEDE

**RIVOLUZIONE INTERNAZIONALE**  
CP 469, 80100 Napoli - ITALIE

**WERELD REVOLUTIE**  
P.O. Box 339  
2800 AH Gouda - PAYS BAS

**WORLD REVOLUTION**  
BM Box 869,  
London WC1N 3XX -  
GRANDE-BRETAGNE

**WELTREVOLUTION**  
Postfach 410308 50863 Köln  
ALLEMAGNE

**WELTREVOLUTION**  
Postfach 2216  
CH-8026 Zürich SUISSE

**REVOLUCION MUNDIAL**  
Apdo. Post. 15-024, C.P. 02600  
Distrito Federal, Mexico MEXIQUE.

**COMMUNIST INTERNATIONALIST**  
(publication en langue Hindi)  
POB 25, NIT, Faridabad 121 00,  
HARYANA INDIA.

## BROCHURES

**Plate-forme et Manifeste du C.C.I.**  
(15 F + 8F/18F)

**La décadence du capitalisme**  
(15 F + frais d'envoi : France 8F /Etranger  
18F).

**Les syndicats contre la classe  
ouvrière** (15 F + 8 F/18F)

**Nation ou classe** (15 F + 8 F/18F)

**Le trotskysme contre la classe  
ouvrière** (30 F + 8 F/18F)

**Organisation communiste  
et conscience de classe**  
(25 F + 8 F/18F)

**L'Etat dans la période  
de transition** (20 F + 8 F/18F)

**Bilan de la lutte des infirmières  
(octobre 88)** (10 F + 8 F/18F)

**Guerre du Golfe** (15 F + 8 F/18F)

**La Gauche communiste d'Italie**  
(80 F + 21F/33F)

**La Gauche hollandaise**  
(120 F + 21 F/33F)

**L'effondrement du stalinisme**  
(20 F + 8 F/18F)

**La Révolution russe** (15 F + 8 F/18F)

**Luttes dans la fonction publique  
de décembre 95**  
Une victoire pour les syndicats, une défaite  
pour la classe ouvrière (20 F + 8 F/18F)

**Fascisme et démocratie, deux  
expressions de la dictature du  
capital** (30 F + 8 F/18F)

**Comment le PCF est passé  
au service du capital** (20 F + 8 F/18F)

## RÉUNIONS PUBLIQUES

CATASTROPHES ÉCOLOGIQUES  
**Il faut détruire le capitalisme  
avant qu'il ne détruise la planète**

**LYON : le samedi 13 mai à 15h**  
C.C.O. 39, rue G. Courteline, Villeurbanne  
(bus 27, 37, 38, arrêt Antonins).

**MARSEILLE : le samedi 20 mai  
de 15h à 18h.**  
Rendez-vous à partir de 14h45 à la sortie  
du M° Chartreux.

**NANTES : le samedi 13 mai à 15 h**  
Salle de la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-  
Duchaffault (quartier Mellinet).

**PARIS : le samedi 20 mai à 16 h**  
27, avenue de Choisy, M° Porte-de-  
Choisy.

**TOULOUSE : le vendredi 5 mai à 20 h30.**  
Rendez-vous sur la place de l'église de la  
Fourquette, route de Seysses, Toulouse.

## APPEL AUX LECTEURS

C'est encore avec de faibles forces que les révolutionnaires doivent faire face à des tâches gigantesques. C'est pourquoi nous faisons appel à tous nos lecteurs, tous nos sympathisants qui désirent collaborer à la diffusion de nos publications, comme certains nous l'ont déjà proposé. Les informations dont ils peuvent disposer sur ce qui se passe autour d'eux, les comptes rendus des discussions qu'ils peuvent avoir dans les rangs ouvriers nous seraient également utiles, vu les difficultés auxquelles se heurte le prolétariat aujourd'hui. Enfin, nous avons besoin que notre presse soit déposée dans les librairies ou dans les kiosques, et il est souhaitable que toutes les énergies se mobilisent pour effectuer un suivi régulier de la diffusion.

Nous profitons également de l'occasion pour renouveler nos appels à ce que des critiques ou commentaires nous parviennent.

## ABONNEMENTS

**ABONNEMENT SIMPLE**  
(11 numéros du journal) : FRANCE : 100 F  
(15,3 E) - ETRANGER : 100 F (15,3 E) -  
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

**ABONNEMENT SIMPLE**  
(4 numéros de la Revue internationale) :  
FRANCE : 100 F (15,3 E) - ETRANGER :  
110 F (16,8 E) -  
PAR AVION : 120 F (18,3 E).

**ABONNEMENT COUPLÉ**  
(journal + revue) : FRANCE : 200 F (30,5  
E) - ETRANGER : 210 F (32,6 E) - PAR  
AVION : 220 F (33,6 E).

**ABONNEMENT DIFFUSEUR**  
Aux lecteurs qui souhaitent diffuser notre  
presse autour d'eux, nous proposons les  
modalités suivantes :

- RI : abonnement à 3 : 240 F (36,6 E), à 5 :  
400 F (61,1 E).

- Revue internationale : abonnement à  
2 : 170 F (26 E), à 3 : 250 F (38,2 E).  
Ecrivez-nous pour mettre au point  
d'autres possibilités.

Versement par chèque bancaire  
ou postal à l'ordre de RI -  
CCP523544Y-Rouen, à adresser  
à la boîte postale de RI :

**RI - Mail Boxes 153**  
108, rue Damremont 75018 Paris

## SOUSCRIVEZ POUR SOUTENIR LA PRESSE DU CCI !

L'aide pour la défense de nos idées passe aussi  
par des souscriptions. Nous avons ouvert une  
souscription permanente pour le soutien de notre  
journal et de notre intervention.

Contrairement aux organisations bourgeoises  
qui bénéficient de subventions de la classe  
dominante et de son Etat pour assurer la défense  
des intérêts du capital, l'organisation révolutionnaire  
ne vit que grâce aux cotisations de ses  
militants.

Lecteurs, votre souscription est un acte politique  
conscient de solidarité et de soutien à la  
défense des idées révolutionnaires. Elle participe  
pleinement de la défense des intérêts de la  
classe dont dépend l'avenir de l'humanité.

Souscrire à la presse du CCI, ce n'est pas lui  
faire l'aumône. C'est s'engager à ses côtés dans  
le combat contre les mensonges et mystifications  
de la bourgeoisie, contre ses moyens de  
propagande et d'intoxication idéologiques.

Vos contributions sont donc les bienvenues au  
compte de RI (C.C.P. 523544Y - Rouen) ou  
peuvent être versées lors de nos interventions.

## QUELQUES LIBRAIRIES OÙ L'ON PEUT TROUVER LA PRESSE DU CCI

**ANGERS** : Contact -  
rue Lepneveu

**BESANCON** : Les  
sandales d'Empédocle  
- 95, Grande Rue.

**BORDEAUX** : Le  
Roi Lire - rue S<sup>te</sup>-  
Catherine.

**BREST** : Maison de  
la Presse - 64, rue  
Jean-Jaurès.

**CLERMONT-FD** :  
Le Papyvove - 3, rue  
de l'Ente. Maison de  
la Presse - place de  
Jaude.

**DIEPPE** : Maison de  
la Presse - 102,  
Grande-Rue.

**DUNKERQUE** :  
Maison de la Presse -  
34, rue Poincaré.

**GRENOBLE** : Le  
Sphinx - 6, pl. St André.  
L'Encre sympathique - 6,  
rue Saint-Laurent. Tabac-  
Journaux, passage du  
Jardin de Ville.

**LAVAL** : Point presse  
Centre C<sup>iel</sup> La Mayenne.

**LE HAVRE** : Presse des  
Halles - 27, place des  
Halles-Centrales.

**LILLE** : Galerie - 57, rue  
de Béthune. Le Comte de  
Monte-Cristo -  
C.commercial V2  
Villeneuve-d'Ascq.

**LYON** : La Gryphe - 5,  
rue Sébastien-Gryphe (7°).  
La Proue - 15, rue  
Childebert (2°).

**MARSEILLE** : Odeur  
du Temps - 35, rue  
Pavillon (1°).

**MARTIGUES** : Librairie

Bellevue - 5, Bd  
Degut.

**MELUN** : La Porte  
Ouverte - 19, rue du  
G<sup>al</sup>-de-Gaulle.

**MONTAUBAN** :  
Maison de la Presse -  
rue de la République.

**MONTPELLIER** :  
Librairie Sauramps-Le  
Triangle - Allée J-  
Milhaud.

**NANTES** : Vent  
d'Ouest - 5, pl. du  
Bon-Pasteur. Maison  
de la Presse, Cours des  
50 otages, 2 pl. de  
l'Ecluse.

**NICE** : Le Temps de  
Vivre - 50, bd de la  
Madeleine.

**PARIS** : L'Herbe  
Rouge - 1 bis, rue

d'Alésia (14°). La Brèche  
- 8, rue de Romainville  
(19°. M°Telegraphe). Le  
Point du jour - 58, rue  
Gay-Lussac (5°).

**SAINT-ETIENNE** :  
Librairie de Paris - rue  
Michel-Rondet.

**SAINT-NAZAIRE** : Le  
Temps de Vivre - 71, rue  
Jean-Jaurès.  
Voix au Chapitre - 67,  
rue Jean-Jaurès.

**TOULON** : Hall de  
Presse - bd M<sup>al</sup>-Leclerc.

**TOULOUSE** : "Tabac-  
Journaux - 8, rue du  
Poids-de-l'huile. FNAC-  
81, bd Carnot. Les  
Arcades - pl. du Capitole.

**TOURS** : Librairie - 104,  
rue Colbert.

## PERMANENCES, VENTES DE LA PRESSE

### LILLE

**Permanence** le samedi 20 mai à 14 h 30 à la MNE,  
23, rue Gosselet.

**Vente de la presse** le dimanche 14 mai de 11h à 12h  
au marché de Wazemmes, rue des Sarrazins à l'angle  
de la rue Jules Guesde ou de la rue du Marché.

### LYON

**Permanence** le samedi 13 mai de 18h à 21h au  
C.C.O., 39, rue G. Courteline, Villeurbanne (bus 27,  
37, 38, arrêt Antonins).

**Vente de la presse** au métro Saxe-Gambetta, le  
3<sup>e</sup> vendredi du mois de 17 h à 18 h.

### MARSEILLE

**Permanence** le samedi 20 mai de 18h30 à 21h (à  
la suite de la réunion publique ou RV à partir de  
18h15 à la sortie du métro Chartreux).

**Vente de la presse** le samedi 20 mai de 11h30 à  
12h30, allée centrale du marché de la Plaine, face à  
la rue Rey et à la rue St Michel (13006).

### NANTES

**Permanence** le samedi 13 mai à 18h, à la salle de  
la Fraternité, 3 rue de l'Amiral-Duchaffault (quar-  
tier Mellinet).

### PARIS

**Permanence** le samedi 3 juin de 18h à 20h, au 27,  
avenue de Choisy, M° Porte-de-Choisy.

### ROUEN

**Vente de la presse** le dimanche 7 mai de 11h à 12  
h, au marché le Clos St Marc (La Brocante).

### TOULOUSE

**Permanence** le vendredi 26 mai à partir de 18 h  
30. Rendez-vous brasserie « Saint-Exupéry », ave-  
nue Saint-Exupéry (près du pont des Demoiselles).

**Vente de la presse** les dimanches 7 et 21 mai de  
10h30 à 12h30, au marché aux Puces (place St-  
Sernin) et le dimanche-14 mai de 11h à 12h30 au  
marché aux légumes (Jeanne-d'Arc.)

### TOURS

**Permanence** le samedi 20 mai à 17h, 9 place de  
la Tranchée (en haut de l'avenue de la Tranchée).

## Dernières souscriptions

D (Rouen): 300, AL(Paris) : 400, Ab (Tours):300.

**Marseille** : Réunion publique du 6 nov. : Nat: 200 ; Jojo:  
24. RP du 7 janvier : Mir:600; Alix:50. Permanence du  
19 fev : JUB: 500. RP du 11 mars : Nat:500 ; Lois:50 ;  
Jésus :100.

**Nantes** : Permanence du 18 mars : Julie:200 ; H:300.

**Toulouse** : Réunion publique du 10 mars : Ch:100 ; J:40 ;  
Chr:50.

**Tours** : Réunion publique du 25 mars : Béa:200 ;  
Gil:140 ; Aboulafia:80 ; GP:200 ; BC:50.

Divers: 64.

**Total** : 4448.

## Lisez la Revue Internationale

Vient de paraître :

Courant Communiste International

**2e trimestre 2000**

EDITORIAL  
**Vers où le capitalisme entraîne le monde**

AN 2000  
**Le siècle le plus barbare de l'histoire**

DOCUMENT (BILAN N°7, MAI 1934)  
**L'antifascisme : formule de confusion**

LE COMMUNISME N'EST PAS UN BEL IDÉAL,  
IL EST À L'ORDRE DU JOUR DE L'HISTOIRE, VII  
**Comprendre la défaite de la révolution russe - 3.  
1922-23 : les fractions communistes contre la  
montée de la contre-révolution**

ARCHIVES DE LA FRACTION ITALIENNE DE LA GAUCHE  
COMMUNISTE  
**Correspondance Bordiga-Trotsky sur la  
révolution allemande**

CORRESPONDANCE DE RUSSIE  
**La révolution prolétarienne est à l'ordre du jour  
depuis le début du 20ème siècle**

A PROPOS DE EXPECTATIVAS FALIDAS- ESPAÑA 1934-39  
**Les communistes de conseils face à la guerre  
d'Espagne**

DISCUSSION DANS LE MILIEU POLITIQUE PROLÉTARIEN  
**Le besoin de rigueur et de sérieux**

**101**

3 Euros- 20 FF- 100 FB- 5 FS

La Revue Internationale est maintenant distribuée  
par les NMPP, n'hésitez pas à la réclamer dans les  
commerces de presse.

# Hier journée de lutte du prolétariat international, aujourd'hui mascarade de la bourgeoisie

Depuis des décennies, le 1er Mai est devenu une journée fériée officielle, le jour de la "Fête du Travail", célébrée dans la plupart des pays, par tous les gouvernements, de droite ou de gauche, démocratiques ou fascistes, républicains ou socialistes, libéraux ou militaires... Plus le 1er Mai s'est vidé de son contenu de lutte de classe et plus les forces du capital s'acharnent à entretenir, pour mieux l'exploiter, l'attachement sentimental qui survit encore dans la classe ouvrière à son égard.

Aujourd'hui, la célébration du 1er Mai est à chaque fois l'occasion pour la bourgeoisie et ses syndicats de continuer à dénaturer le véritable contenu de la lutte prolétarienne afin de tenter d'enchaîner la classe ouvrière au char du capital. Ainsi, depuis l'effondrement du bloc de l'Est, la scène internationale est quotidiennement occupée par les campagnes démocratiques de toutes sortes, où l'on cherche à nous faire croire que le prolétariat n'a pas d'autre alternative que de s'aménager une petite place dans un capitalisme éternel, où les partis de gauche, les syndicats, les gauchistes et autres "antimondialistes" s'efforcent de réduire la lutte à mort entre le capital et le travail en une lutte pour des "réformes", pour un capitalisme "à visage humain", plus "juste", plus "égalitaire". Le 1er Mai 2000 a ainsi été placé sous le signe de "la lutte contre la mondialisation". Les "antimondialistes", qui font beaucoup parler d'eux depuis leur démonstration de force à Seattle l'an dernier, s'emparent à leur tour de ce symbole de l'unité internationale du prolétariat que fut autrefois le 1er Mai pour y substituer, en renfort de l'idéologie qui proclame la "fin de la classe ouvrière", une "nouvelle forme de mobilisation démocratique et citoyenne" qui viendrait réclamer aux Etats d'intervenir contre les abus et les dérives ultra-libérales de l'économie et du commerce mondiaux.

Dans ce contexte, le carnaval du 1er Mai 2000 ne peut être qu'un concentré de toute l'offensive idéologique actuelle de la bourgeoisie contre le prolétariat. Il aura été une grande mascarade où toutes les forces d'encadrement bourgeoises, avec la caution et la participation active des anarchistes, notamment de la CNT, auront uni leurs efforts pour tenter de dévoyer les ouvriers derrière les pires mystifications : lutte pour la "démocratie" et les "droits de l'Homme", c'est-à-dire pour la dictature du capital et le droit de la classe dominante d'exploiter,

de massacrer, d'affamer des dizaines de millions d'êtres humains, lutte pour un "syndicalisme fort", c'est-à-dire pour le renforcement des manoeuvres de sabotage des luttes ouvrières, lutte contre la "mondialisation", l'OMC, le FMI, la Banque mondiale c'est-à-dire pour le renforcement de l'Etat et de la nation.

Les révolutionnaires doivent dénoncer avec la plus vive énergie cette récupération de ce que fut, il y a cent ans, le 1er Mai. Le texte que nous publions ci-dessous est un extrait d'un article paru dans la revue *Internationalisme* en mai 1947. C'était la première fois qu'un groupe révolutionnaire mettait en question, sans crainte

superstitieuse, les valeurs de la tradition, combattant vigoureusement tout ce qui est devenu un fétiche, un carcan emprisonnant les forces vives de la lutte prolétarienne. Bien entendu, les circonstances historiques dans lesquelles cet article fut écrit, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, ne sont pas les mêmes que celles qui prévalent aujourd'hui. Mais l'analyse et les réflexions de cet article restent d'actualité. Car, au-delà de la différence de période, le message qu'il nous transmet reste plus que jamais vivant : LE PROLÉTARIAT EST LA SEULE CLASSE RÉVOLUTIONNAIRE. Lui seul est capable d'offrir un avenir à l'humanité.

## La classe ouvrière est révolutionnaire ou elle n'est rien (*Internationalisme*, mai 1947)

Quand, pour la première fois, l'Internationale ouvrière décidait d'appeler les ouvriers du monde à organiser une journée internationale de manifestation et de solidarité prolétarienne, elle entendait exprimer plus qu'une commémoration des victimes de Chicago tombées dans la lutte ; car cette commémoration ne fut que l'occasion accidentelle qui se présentait. La décision de faire du 1er Mai une journée internationale de lutte du prolétariat dépassait même l'intention consciente des congressistes qui l'avaient prise.

Cette journée était une manifestation d'une nouvelle réalité, d'un fait nouveau dans l'histoire humaine : la naissance d'une classe qui est internationale. Une classe qui, à l'encontre de toutes celles qui ont existé jusqu'à ce jour, ne rencontre plus des intérêts matériels, économiques, sociaux, politiques, idéologiques divergents, tendant à la diviser. Au contraire, toutes les conditions se trouvaient réunies pour la première fois dans l'histoire, faisant de cette classe une unité mondiale, une unité humaine, une préfiguration de l'humanité unifiée, de la société à venir.

### D'une journée de lutte prolétarienne...

Le 1er Mai fut la matérialisation de l'idée exprimée par Marx et Engels, 40 ans avant : "Prolétaires de tous les pays, unissez-vous". Cette idée est le fondement du socialisme, la base agissante du mouvement ouvrier, en dehors de la-

quelle le prolétariat perd son caractère de classe et cesse d'être une force historique indépendante.

L'histoire connaît peu d'exemples d'une propagation aussi rapide et aussi ample que celui du 1er Mai. Il fut accueilli avec enthousiasme par les ouvriers du monde entier, par toutes les tendances et les écoles du mouvement ouvrier. En quelques années, il n'y avait pas une ville où, en ce jour, les ouvriers ne manifestaient leur volonté de lutter pour leur émancipation ; et, jusque dans les bourgs les plus perdus, le souffle de la révolte contre l'ordre social existant pénétrait le coeur et le cerveau des ouvriers, des couches les plus avancées aux plus arriérées.

C'est parce que ce jour de lutte internationale concrétisait au-dessus des contingences et des particularités locales la grande aspiration générale historique, la mission émancipatrice humaine de la classe ouvrière, qu'il a trouvé cet écho brûlant parmi les travailleurs de tous les points du globe. Plus que toute autre action, il fut l'appel puissant à l'éveil de conscience des prolétaires. Précédant souvent toute forme d'organisation concertée, toute idée claire de syndicat, les ouvriers se battaient farouchement en ce jour et arrosaient de leur sang les pavés de leur rue. Même les enfants des ouvriers, ceux qui n'avaient pas encore mis les pieds dans les usines - futurs lieux de leur exploitation -, étaient pénétrés de cette atmosphère ardente et fiévreuse de ce jour de bataille de classe sur le plan international.

Avec une force égale à l'enthousiasme des ouvriers, la haine et la panique s'emparaient des classes possédantes. Le spectre annoncé devenait réalité. Les bourgeoisies nationales voyaient, avec rage, apparaître face à elles, un colosse international qui menaçait de détruire leur société. La bourgeoisie prenait chaque jour plus conscience de la lutte à mort qui s'engageait entre elle et le prolétariat. Chaque 1er Mai était devenu une répétition générale qui allait se jouer, une épreuve de force entre classes antagonistes, entre la bourgeoisie héritière et dernière représentante de toute une suite de sociétés basées sur l'exploitation, la spoliation et l'oppression d'une classe sur une autre et par une autre, et le prolétariat, successeur et représentant de toutes les classes opprimées, l'artisan de la nouvelle société humaine, la société sans classe.

Chaque 1er Mai était devenu une préparation active à la guerre civile internationale, un entraînement à la révolution, une étape de la lutte finale, une atteinte toujours plus poussée à l'ordre social capitaliste.

Ce défi révolutionnaire du prolétariat était intolérable à la bourgeoisie et à ses gouvernements qui réagissaient en établissant de véritables états de siège à la veille de ce jour. Les soldats étaient consignés dans leur caserne à la fois pour en disposer en cas de besoin, et à la fois parce que les gouvernements n'étaient pas toujours sûrs de leur docilité. Dans les usines, la surveillance, l'espionnage et la provocation étaient décuplés, les ouvriers suspectés et renvoyés, et les directions affichaient les mesures les plus impitoyables contre ceux qui voulaient faire grève ce jour-là.

Durant des semaines, la police était sur les dents. Les fiches des suspects étaient sans cesse revues et complétées, les réunions ouvrières interdites, les militants préventivement arrêtés à leur domicile. Une inquiétude générale régnait, les gouvernements se concentraient et veillaient, les forces de police opéraient, la bourgeoisie se préparait.

Mais de son côté, le prolétariat s'organisait aussi avec une volonté de fer et était décidé à la lutte. Dans les caves, les imprimeries clandestines sortaient des appels révolutionnaires diffusés comme par enchantement. Les vieillards, les femmes, les enfants, les moins soupçonnés, devenaient des agents de liaison. Les silences de la nuit dans les quartiers

ouvriers, abritaient un travail fiévreux, des réunions clandestines. Les mansardes ouvrières devenaient des sièges de comités révolutionnaires. Les militants connus ne dormaient plus chez eux et se cachaient dans les maisons ouvrières pour poursuivre leur travail révolutionnaire. Les ouvriers surveillaient leur quartier, dépistaient les policiers et les provocateurs. Les murs se couvraient chaque nuit de nouveaux tracts et proclamations. Soudainement, avec une rare hardiesse, les monuments, les points les plus hauts et les plus inaccessibles, les clochers d'église, les fils télégraphiques, portaient de pauvres petits bouts d'étoffe rouge - emblèmes de révolte et de lutte des ouvriers.

Un monde en affrontait un autre, les opprimés contre les oppresseurs, prolétariat contre bourgeoisie.

Si aujourd'hui le 1er Mai est devenu une vulgaire procession religieuse et officielle, les vieux militants ont gardé le souvenir vivant des 1er Mai de lutte de classe. Le prolétariat manifestait sa vitalité et sa combativité en passant outre aux décrets et interdictions gouvernementaux. Aucun déploiement de police ne fut assez fort pour empêcher que ne surgissent à l'improviste, d'ici, de là, en plusieurs points de la ville à la fois, les bataillons ouvriers.

La répression sanglante, le massacre de Fourmies, les charges de Cosaques, les sabres des gardes mobiles ne faisaient que galvaniser la combativité des ouvriers.

Les drapeaux rouges, simples bouts d'étoffe que les travailleurs cachaient sous leur chemise en venant à la manifestation, gardaient encore la chaleur de leur corps en flottant dans les airs ; et si plus d'un ouvrier tombait en défendant ce drapeau, en le sauvant des mains des policiers, c'est parce qu'alors il symbolisait leur volonté, leur programme, leur but de classe pour lequel ils combattaient et étaient prêts à payer la victoire au prix de leur vie. Ce furent des 1er Mai d'une classe montant à l'assaut du monde, des 1er Mai du prolétariat révolutionnaire. (...)

### ... à une mascarade de la bourgeoisie.

Nous voudrions souligner l'intelligence clairvoyante de la bourgeoisie utilisant les armes du prolétariat contre celui-ci. Le drapeau rouge n'est plus le

(SUITE PAGE 6)

## NOS POSITIONS

\* Depuis la Première Guerre mondiale, le capitalisme est un système social en décadence. Il a plongé à deux reprises l'humanité dans un cycle barbare de crise, guerre mondiale, reconstruction, nouvelle crise. Avec les années 80, il est entré dans la phase ultime de cette décadence, celle de sa décomposition. Il n'y a qu'une seule alternative devant ce déclin historique irréversible : socialisme ou barbarie, révolution communiste mondiale ou destruction de l'humanité.

\* La Commune de Paris de 1871 fut la première tentative du prolétariat pour mener à bien cette révolution, à une époque où les conditions n'étaient pas encore mûres. Avec la situation donnée par l'entrée du capitalisme dans sa période de décadence, la révolution d'Octobre 1917 en Russie fut le premier pas d'une authentique révolution communiste mondiale dans une vague révolutionnaire internationale qui mit fin à la guerre impérialiste et se prolongea plusieurs années. L'échec de cette vague révolutionnaire, en particulier en Allemagne en 1919-23, condamna la révolution en Russie à l'isolement et à une rapide dégénérescence. Le stalinisme ne fut pas le produit de la révolution russe, mais son fossoyeur.

\* Les régimes étatisés qui, sous le nom de « socialistes » ou « communistes », ont vu le jour en URSS, dans les pays de l'est de l'Europe, en Chine, à Cuba, etc., n'ont été que des formes particulièrement brutales d'une tendance universelle au capitalisme d'Etat, propre à la période de décadence.

\* Depuis le début du xx<sup>e</sup> siècle, toutes les guerres sont des guerres impérialistes, dans la lutte à mort entre Etats, petits ou grands, pour conquérir ou garder une place dans l'arène internationale. Ces guerres n'apportent à l'humanité que la mort et la destruction à une échelle toujours plus vaste. La

classe ouvrière ne peut y répondre que par sa solidarité internationale et la lutte contre la bourgeoisie dans tous les pays.

\* Toutes les idéologies nationalistes, d'« indépendance nationale », de « droit des peuples à disposer d'eux-mêmes », quel que soit leur prétexte, ethnique, historique, religieux, etc., sont un véritable poison pour les ouvriers. En visant à leur faire prendre parti pour une fraction ou une autre de la bourgeoisie, elles les mènent à se dresser les uns contre les autres et à s'entre-massacrer derrière les ambitions et les guerres de leurs exploitateurs.

\* Dans le capitalisme décadent, le parlement et les élections sont une mascarade. Tout appel à participer au cirque parlementaire ne fait que renforcer le mensonge présentant ces élections comme un véritable choix pour les exploités. La « démocratie », forme particulièrement hypocrite de la domination de la bourgeoisie, ne diffère pas, sur le fond, des autres formes de la dictature capitaliste que sont le stalinisme et le fascisme.

\* Toutes les fractions de la bourgeoisie sont également réactionnaires. Tous les soi-disant partis « ouvriers », « socialistes », « communistes » (les ex-« communistes » aujourd'hui), les organisations gauchistes (trotzkistes, maoïstes et ex-maoïstes, anarchistes officiels), constituent la gauche de l'appareil politique du capital. Toutes les tactiques de « front populaire », « front anti-fasciste » ou « front unique », mêlant les intérêts du prolétariat à ceux d'une fraction de la bourgeoisie, ne servent qu'à contenir et détourner la lutte du prolétariat.

\* Avec la décadence du capitalisme, les syndicats se sont partout transformés en organes de l'ordre capitaliste au sein du prolétariat. Les formes d'organisation syndicales, « officielles » ou « de base », ne servent qu'à encadrer la classe ouvrière et à saboter ses luttes.

\* Pour son combat, la classe ouvrière doit unifier ses luttes, en prenant elle-même en charge leur extension et leur organisation, par les assemblées générales souveraines et les comités de délégués, élus et révocables à tout instant par ces assemblées.

\* Le terrorisme n'est en rien un moyen de lutte de la classe ouvrière. Expression des couches sociales sans avenir historique et de la décomposition de la petite-bourgeoisie, quand il n'est pas directement l'émanation de la guerre que se livrent en permanence les Etats, il constitue toujours un terrain privilégié de manipulation de la bourgeoisie. Prônant l'action secrète de petites minorités, il se situe en complète opposition à la violence de classe qui relève de l'action de masse consciente et organisée du prolétariat.

\* La classe ouvrière est la seule classe capable de mener à bien la révolution communiste. La lutte révolutionnaire conduit nécessairement la classe ouvrière à une confrontation avec l'Etat capitaliste. Pour détruire le capitalisme, la classe ouvrière devra renverser tous les Etats et établir la dictature du prolétariat à l'échelle mondiale : le pouvoir international des conseils ouvriers, regroupant l'ensemble du prolétariat.

\* La transformation communiste de la société par les conseils ouvriers ne signifie ni « autogestion », ni « nationalisation » de l'économie. Le communisme nécessite l'abolition consciente par la classe ouvrière des rapports sociaux capitalistes : le travail salarié, la production de marchandises, les frontières nationales. Il exige la création d'une communauté mondiale dont toute l'activité est orientée vers la pleine satisfaction des besoins humains.

\* L'organisation politique révolutionnaire constitue l'avant-garde du prolétariat, facteur actif du processus de généralisation de la conscience de classe au sein du prolétariat. Son rôle n'est ni d'« organiser la classe ouvrière », ni de « prendre le pouvoir » en son nom, mais de participer activement à l'uni-

fication des luttes, à leur prise en charge par les ouvriers eux-mêmes, et de tracer l'orientation politique révolutionnaire du combat du prolétariat.

## NOTRE ACTIVITE

- La clarification théorique et politique des buts et des moyens de la lutte du prolétariat, des conditions historiques et immédiates de celle-ci.
- L'intervention organisée, unie et centralisée au niveau international, pour contribuer au processus qui mène à l'action révolutionnaire de la classe ouvrière.
- Le regroupement des révolutionnaires en vue de la constitution d'un véritable parti communiste mondial, indispensable au prolétariat pour le renversement de la domination capitaliste et pour sa marche vers la société communiste.

## NOTRE FILIATION

Les positions des organisations révolutionnaires et leur activité sont le produit des expériences passées de la classe ouvrière et des leçons qu'en ont tirées tout au long de l'histoire ses organisations politiques. Le CCI se réclame ainsi des apports successifs de la *Ligue des Communistes de Marx et Engels* (1847-52), des trois Internationales (*l'Association Internationale des Travailleurs*, 1864-72, *l'Internationale Socialiste*, 1884-1914, *l'Internationale Communiste*, 1919-28), des fractions de gauche qui se sont dégagées dans les années 1920-30 de la III<sup>e</sup> Internationale lors de sa dégénérescence, en particulier les *gauches allemande, hollandaise et italienne*.